

La douceur de vivre
SANARY

Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) 2016

Conseil municipal du 9 décembre 2015

(Art. L 2312-1 CGCT)



SANARY
SUR MER

DOB 2016

Les budgets

- Budget communal
- Budget de l'eau
- Budget de l'assainissement
- Budget des parcs de stationnement
- Budget des ports
- Budget de l'office de tourisme

Le DOB

- Etape obligatoire et préalable au vote du Budget Primitif.
- Le débat d'orientation budgétaire doit se tenir dans les deux mois qui précèdent le vote du BP (présentation au Conseil municipal), ce dernier devant avoir lieu avant le 15 avril N+1.
- Il porte sur les orientations générales à retenir pour l'exercice 2016 mais aussi pour les années futures (priorités et choix budgétaires).
- Il s'appuie, principalement, sur des analyses du monde économique national et international, sur des analyses rétrospectives et prospectives des budgets locaux, en y intégrant le plan pluriannuel d'investissement (PPI).

Le DOB 2016

- Les résultats ne sont pas encore connus à la date de la préparation budgétaire (fin octobre), donc non affectés
- Les éléments retenus dans la prospective tiennent compte du Projet de Loi de Finances 2016, dont les mesures peuvent faire l'objet d'amendements d'ici fin décembre 2015
- Les hypothèses retenues ont été mises à jour partiellement en fonction des rebondissements de l'actualité récente (réforme de la DGF, maintien des exonérations fiscales)
- La présentation tient compte des nouvelles obligations de la loi NOTRe, dont les décrets d'application ne sont pas encore publiés.

La douceur de vivre
SANARY

Le contexte

économique et institutionnel



SANARY
SUR MER

DOB 2016

Contexte économique 2016

- Améliorations en Europe
- France
 - Estimations à fin octobre

Moyennes annuelles	2014	2015 estimation	2016 prévision
Taux de croissance du PIB	0,4%	1,1%	1,6%
Taux d'inflation	0,4%	0,1%	0,8%
Taux de chômage	9,8%	10,0%	9,9%
Euribor 3 mois	0,2%	0,0%	-0,1%
OAT 10 ans	1,7%	0,9%	1,3%

Contexte institutionnel 2016

- **Plan de redressement des comptes publics**
- **Les collectivités locales mises à contribution**
 - Baisse de 11 Mds € en 3 ans (2015-2017) entre dans sa 2^{ème} année
 - Augmentation de l'assiette de péréquation
 - Réforme de la DGF réputé favorable aux 2/3 des communes repoussée en 2017
- **De nouvelles contraintes de gestion**
 - Incitation au regroupement de moyens (mutualisations, intercommunalités, SDCI...) renforcés dans le cadre de la loi NOTRe, importance du CIF (coefficient d'intégration fiscale)
 - Norme indicative d'évolution de la dépense locale fixée à +1,2% en 2016, déclinée en +1,3% pour les dépenses de fonctionnement
- **Deux dispositifs envisagés par le PLF 2016 :**
 - Création d'un fonds d'aide à l'investissement du bloc communal comprenant une enveloppe pour accompagner le développement des collectivités
 - Elargissement de l'assiette du FCTVA : les dépenses d'entretien des bâtiments publics deviendraient éligibles au fonds à compter du 1^{er} janvier 2016 (budgets annexes compris). Cette assiette élargie pourrait même s'étendre aux dépenses d'entretien des voies et réseaux...

Les défis nationaux 2016

- **Concilier :**
 - la contraction de la ressource
 - les attentes fortes en matière de services publics
 - l'effort d'investissement
 - le soutien au tissu associatif
- **Accent mis par les pouvoirs publics sur :**
 - Politique du logement
 - Vieillesse de la population
 - Accessibilité
 - Performance énergétique
 - Développement du numérique
 - Transport de biens et de personnes
- **Levier fiscal limité :**
 - Revalorisation forfaitaire à 1,0%
 - Impacts locaux des transferts de fiscalité nationaux
- **Pour de nombreuses collectivités, choix entre :**
 - Financer de nouveaux équipements au détriment de l'entretien des anciens
 - Privilégier l'existant en réduisant ou retardant les nouvelles infrastructures

La douceur de vivre
SANARY

Le contexte local



SANARY
SUR MER

DOB 2016

Les engagements municipaux

- **Fonctionnement**

- Priorité à la qualité de l'accueil et du service rendu, maintenu malgré la baisse des dotations
- Efforts toujours renforcés sur la gestion des deniers publics (optimisation des coûts et des contrats, économies de gestion)
- Maintenir Sanary parmi les villes les moins imposées de France, alors qu'elle dispose des revenus moyens par habitant parmi les plus élevés
- Ce qui est rendu possible par une augmentation des taux identique à celle du mandat précédent (sauf circonstances exceptionnelles)

Les engagements municipaux

- **Investissement**

- Amélioration du cadre de vie

- Développement et mise en valeur du patrimoine communal

- Prise en compte du contexte général :

- dans le choix des investissements (mises aux normes, taux de subventionnement possible, adaptation aux nécessités du service public, logement social...)

- dans le rôle joué par la commune (et l'intercommunalité) de soutien à l'économie locale

- dans la recherche de meilleures solutions de financement ou refinancement au travers de nouvelles démarches

Les circonstances

- Circonstances exceptionnelles réunies :
 - Baisse durable des dotations
 - Transfert de nouvelles charges non compensées
 - Hausse du niveau des pénalités SRU
 - Impact à terme de plus de 3 M€ / an
 - Equivalent à 20% de fiscalité
- Ces surcoûts seront supportés :
 - Pour partie par un recours à la fiscalité (THRS, hausses prévues dans le cadre du programme municipal)
 - Pour partie par une diminution des charges variables de la commune, à niveau de services identique
 - Pour partie par un moindre recours à l'investissement par rapport aux années antérieures
- La commune conserve en revanche :
 - Ses marges de manœuvre fiscales
 - Ses marges de manœuvre patrimoniales
 - Sa stratégie de désendettement
 - Sa stratégie de maintien de sa capacité de désendettement < 12 ans
 - Sa durée moyenne des emprunts de 8 ans

Des budgets en évolution

- **Intégration de la commune de Sanary-sur-Mer à la Communauté de Communes Sud Sainte-Baume depuis le 1^{er} janvier 2013**
- **Passage en Communauté d'Agglomération en 2015 : une nouvelle étape de l'intercommunalité** (nouvelle gouvernance, modification des statuts, transfert de nouvelles compétences, mutualisations de charges, services communs...) et le transfert de compétences, dont l'impact budgétaire ne sera connu qu'à l'issue de la CLECT.
- **Un approfondissement de la coopération intercommunale à partir de 2016 :**
 - Schéma de mutualisation
 - Préparation au transfert de nouvelles compétences dans le cadre de la loi NOTRe : Eau, Assainissement, Tourisme...
- **Une prospective financière établie en toute prudence, n'y sont pas intégrés notamment :**
 - Les loyers capitalisés qui n'ont pas encore donné lieu à un premier versement
 - Les recettes incertaines

La douceur de vivre
SANARY

BUDGET PRINCIPAL

**Les produits de
fonctionnement**

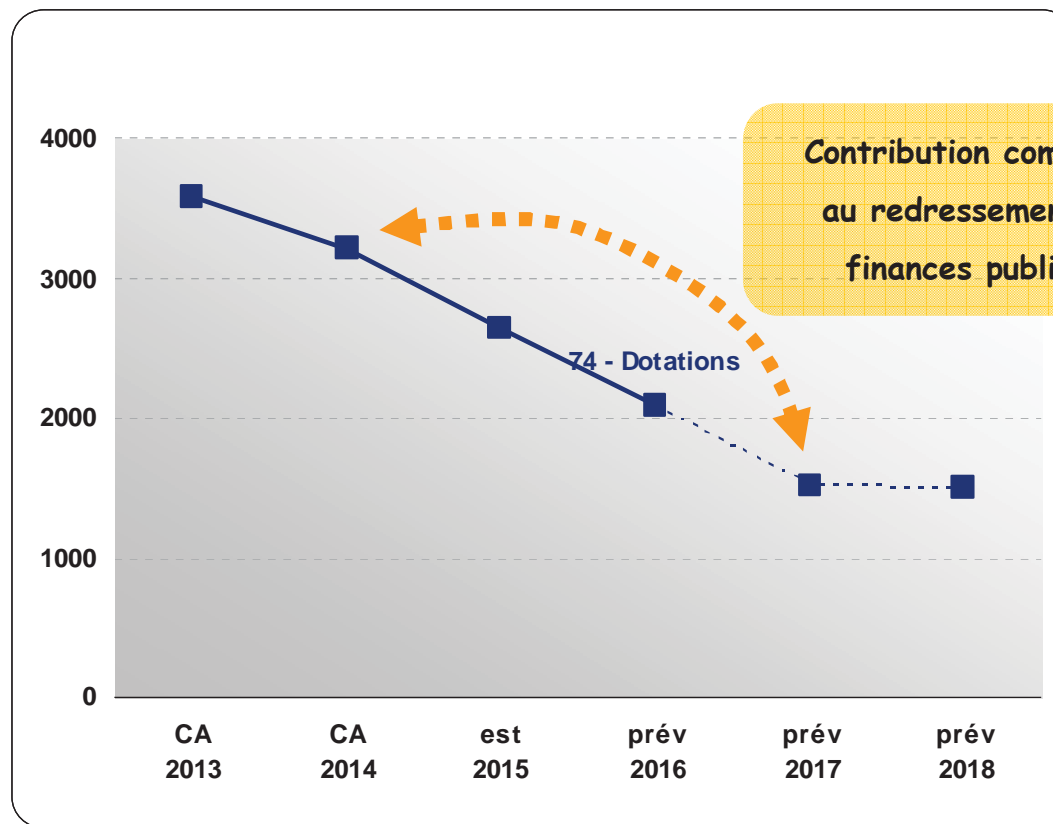


SANARY
SUR MER

DOB 2016

Evolution des dotations

Poursuite de la baisse de la DGF (0,5 M€ / an entre 2014 et 2017)
Réforme de la DGF repoussée d'une année, mode de calcul favorable ?



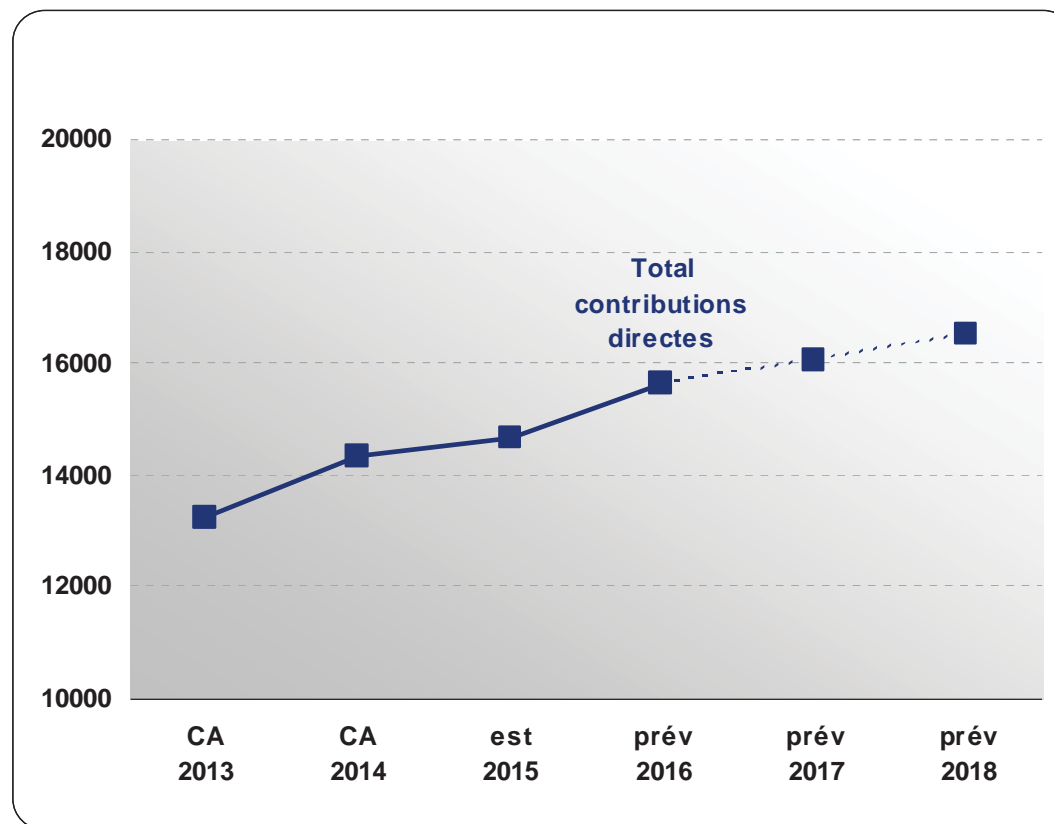
Evolution de la fiscalité directe

Mise en place de la majoration de TH sur les Résidences Secondaires (450 K€)

Variation des bases estimée à 1,4% dont 1,0% de revalorisation forfaitaire

Hausse des taux de 2,5% en 2016, et 1,5% les années suivantes

Politique d'abattement inchangée



La fiscalité directe

- **Ménages**

Taux	SANARY 2015	Moyenne VAR 2014	Moyenne France 2014
TH	11,57%	23,23%	23,95%
TF bâti	19,78%	22,85%	20,20%

- **2015**

- Gel des taux => Impact moyen sur les recettes communales
 - + 4 € pour la TH (0 € du fait des taux, 4 € du fait de la revalorisation)
 - + 3 € pour la TF (0 € du fait des taux, 3 € du fait de la revalorisation)

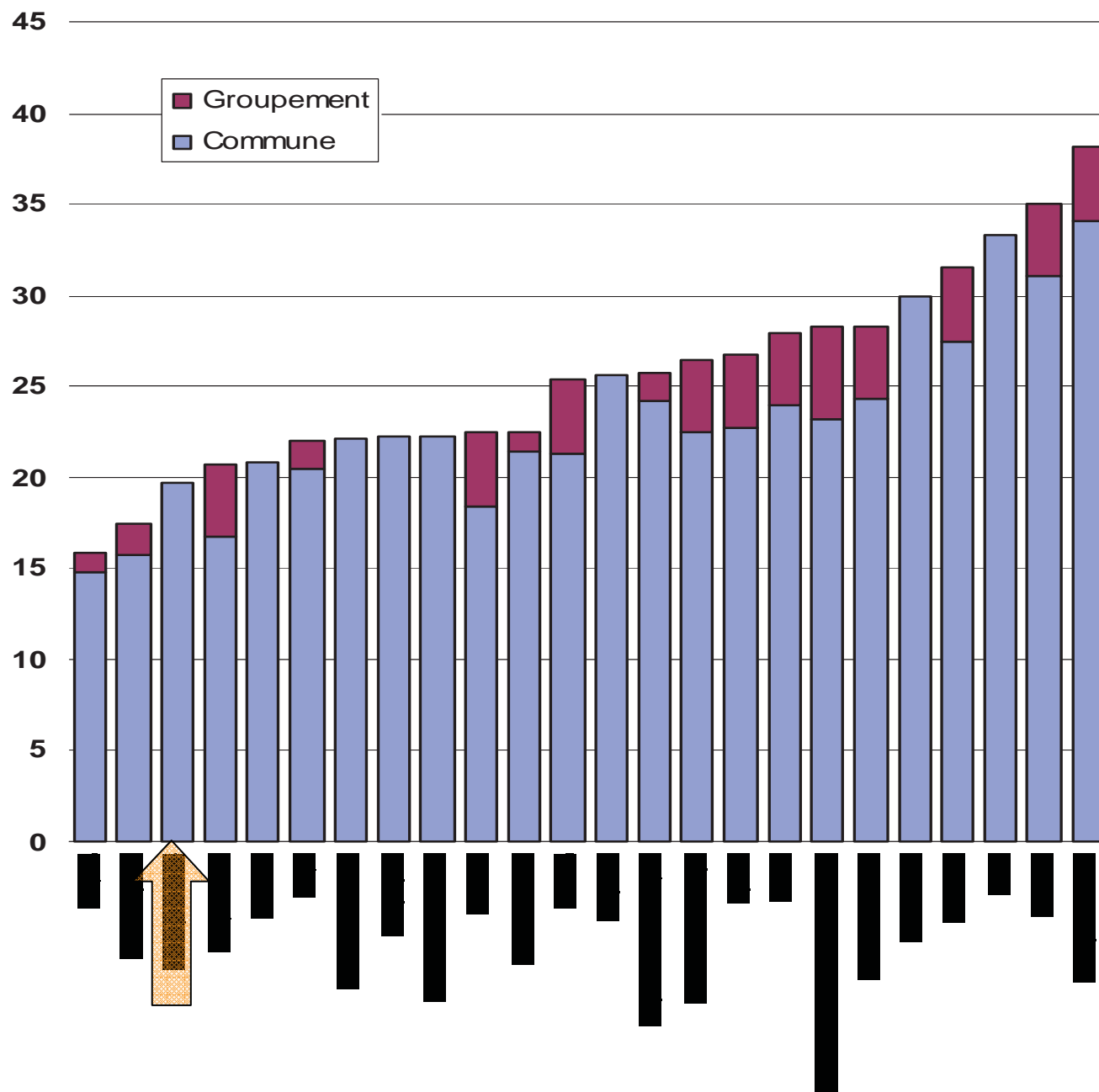
- **2016**

- Taux +2,5% => Impact moyen sur les recettes communales
 - + 18 € pour la TH (13 € du fait des taux, 5 € du fait de la revalorisation)
 - + 15 € pour la TF (10 € du fait des taux, 5 € du fait de la revalorisation)
- Majoration Résidences secondaires => Impact moyen par logement
 - + 83 € pour la THRS
- Cette prospective ne remet en cause ni les engagements municipaux (alors que les circonstances exceptionnelles sont réunies) ni la modération fiscale de la commune

La douceur de vivre
SANARY



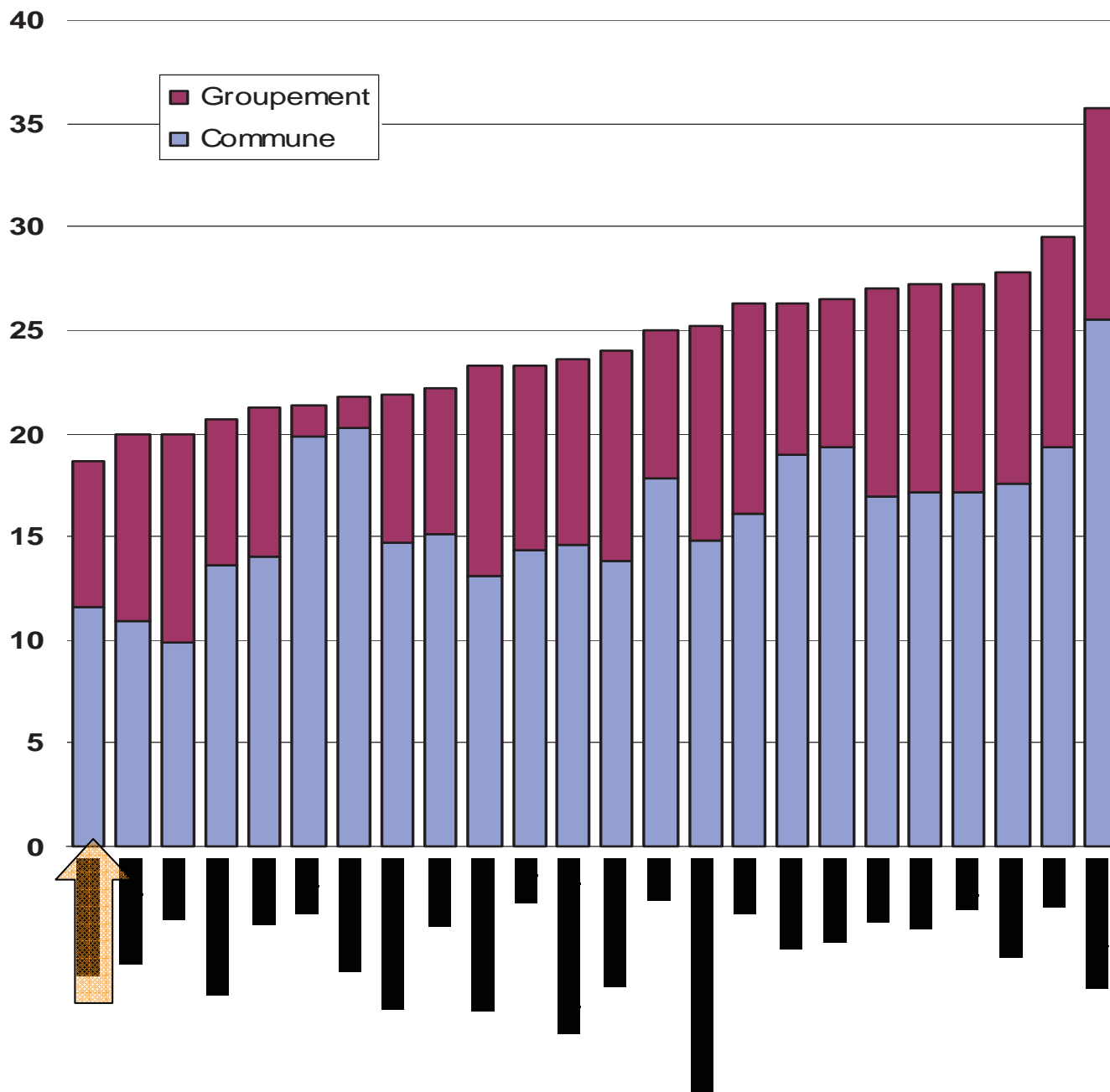
Taux de taxe foncière bâtie des villes du Var - 2014



La douceur de vivre
SANARY



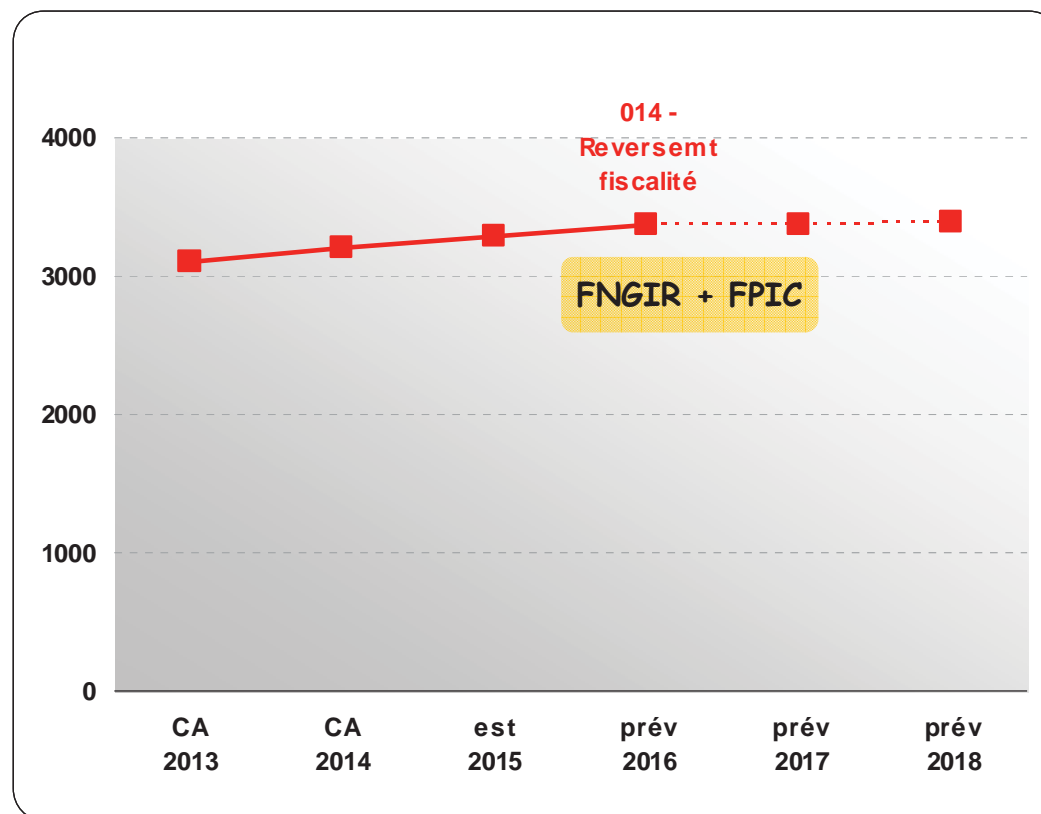
Taux de taxe d'habitation des villes du Var - 2014



Reversements de fiscalité

Montée en puissance du prélèvement fait par l'Etat sur les recettes fiscales :

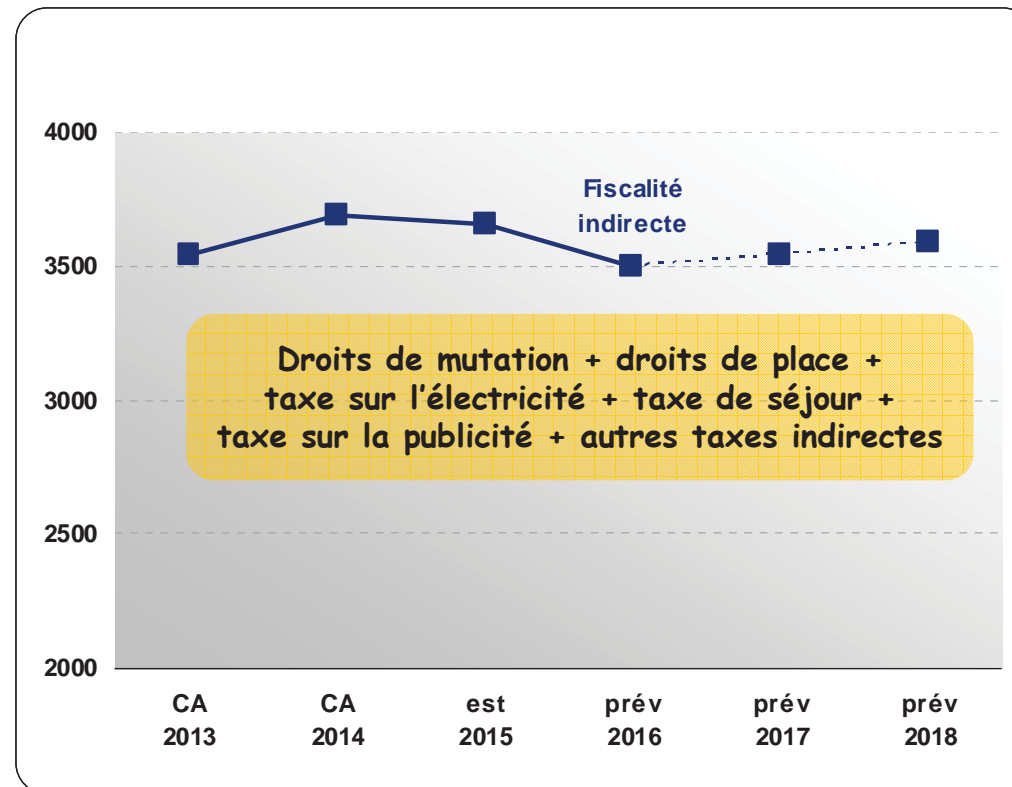
- FNGIR : commune contributrice après réforme de la Taxe Professionnelle
- FPIC : commune contributrice du fait de son potentiel financier par habitant



Evolution de la fiscalité indirecte

Scénario prudent basé sur:

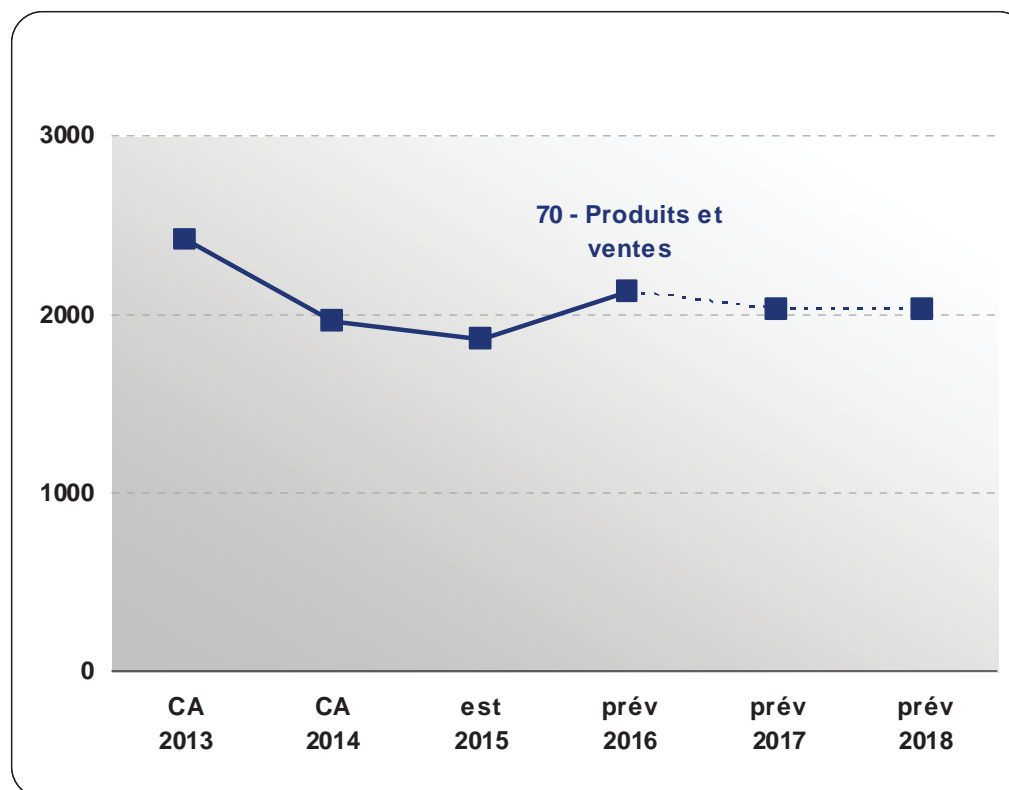
- une augmentation de 1% des droits de mutations (1,5 M€ / an)
- le niveau des autres taxes inférieur ou égal à 2015, avec un maintien des recettes à l'identique ou, dans le cas des droits de place (1,1 M€), un taux de croissance de 2,5% / an



Evolution des ventes et produits


Scénario prudent basé sur:

- des recettes de spectacles (Théâtre Galli) stables de 1 M€ / an
- le niveau des autres postes reste inchangé, avec une refacturation annuelle de 0,1 M€ à l'EPCI pour des compétences transférées dont nous continuons à assurer la gestion (estimée au double en 2016, pour la régularisation des charges 2015 dès lors que la CLECT se sera prononcée)

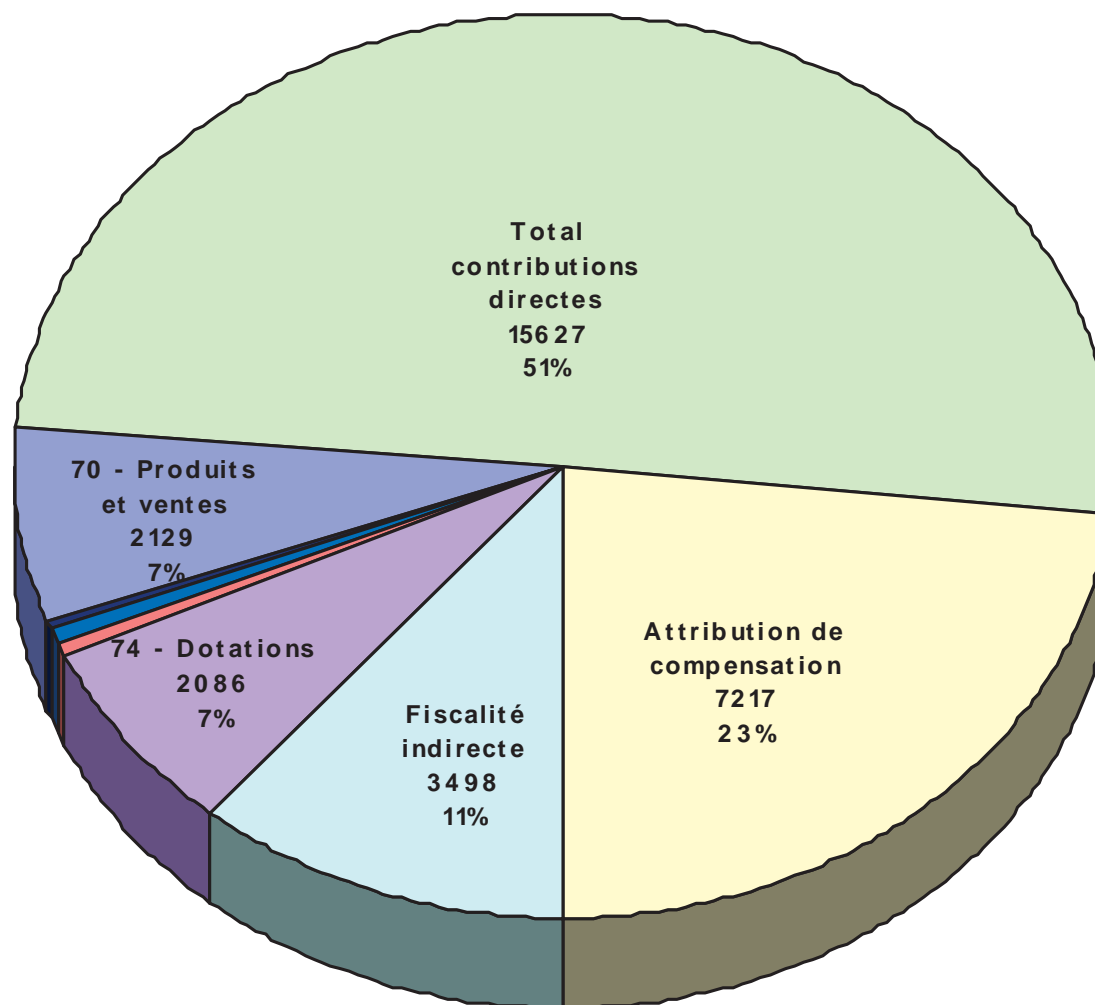


Recettes de fonctionnement

M€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
70 - VENTE SERVICES	2,4	2,0	1,9	2,1			
73 - IMPOTS ET TAXES	24,1	25,4	25,7	26,3			
74 - DOTATIONS	3,6	3,2	2,6	2,1			
75 - GEST COURANTE	0,3	0,2	0,2	0,2			
013 - REMB PERSO	0,3	0,1	0,2	0,1			
77 - EXCEPTIONNELS	0,6	0,2	0,3	0,1			
TOTAL RRF (sf 78 & 002)	31,3	31,2	31,0	31,0	30,8	31,3	31,8


Maintien des recettes
à l'identique pour 2016

Recettes de fonctionnement



La douceur de vivre
SANARY

BUDGET PRINCIPAL

Les charges de fonctionnement

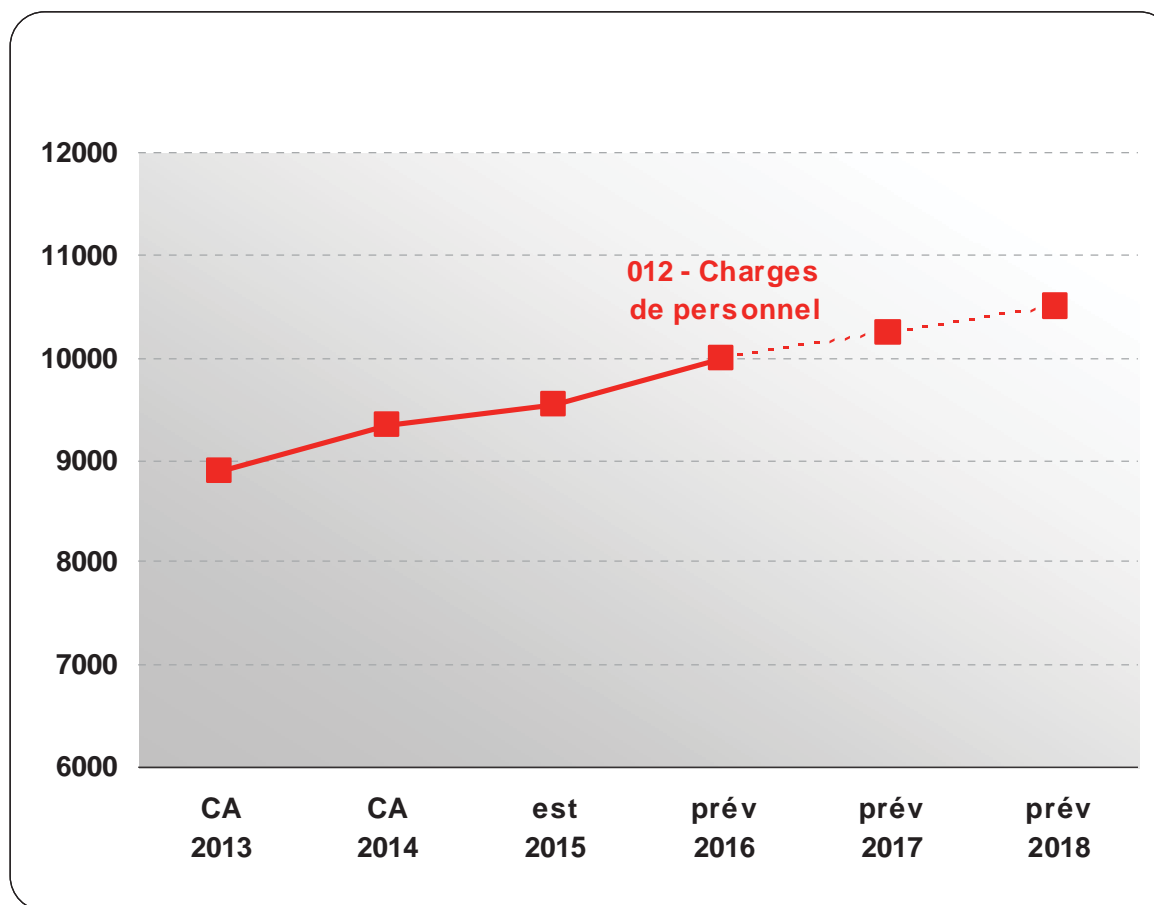


SANARY
SUR MER

DOB 2016

La douceur de vivre
SANARY

Evolution des charges de personnel




SANARY
SUR MER

DOB 2016

Evolution des charges de personnel

M€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Rémunérations	6,1	6,3	6,5	6,8			
Charges, indemnités	2,6	2,9	2,9	3,0			
Assurances médecine trav	0,2	0,2	0,2	0,2			
TOTAL CH. PERSO	8,9	9,3	9,6	10,0	10,2	10,5	10,8

Evolution prévue en comparaison à 2015	Impact
GVT + régime indemnitaire associé	124 K€
Mesures gouvernementales (revalorisation catégories, SMIC, variation indice FPT) ou légales (stagiairisation, validation de services)	33 K€
Solde d'effectifs entre embauches / réintégrations et départs	137 K€
Recours ponctuel aux saisonniers, non titulaires ou remplacements (maladies, congés maternités...)	120 K€
Hausse des primes d'assurances statutaires par prudence	36 K€
Total	450 K€

La gestion des ressources humaines

Tableau des effectifs

ETP	31/12/2013			31/12/2014			Estimé 31/12/2015		
	Tit.	Non tit.	Total	Tit.	Non tit.	Total	Tit.	Non tit.	Total
Ville	214,17	14,80	228,97	212,87	15,18	228,05	203,30	19,89	223,19
Eau / Asst	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Parcs	4	2	6	4	2	6	4	2	6
Port	5	-	5	5	-	5	5	2	7
Tourisme	4	2	6	4	-	4	4	1	5
Total	228,17	18,80	246,97	226,87	17,18	244,05	217,30	24,89	242,19

Politique générale :

- Poursuite de l'optimisation des charges de personnel directes
- Maîtrise de la gestion des activités externalisées employant du personnel détaché
- Recrutement de personnel saisonnier en raison du caractère touristique de la commune
- Reconnaissance de la valeur professionnelle des agents dans la politique d'avancement et de promotion
- Nomination des lauréats de concours sous réserve de postes compatibles au grade ou cadre d'emploi

La gestion des ressources humaines

Nouvelles obligations liées à la loi NOTRe
dans l'attente des décrets d'application

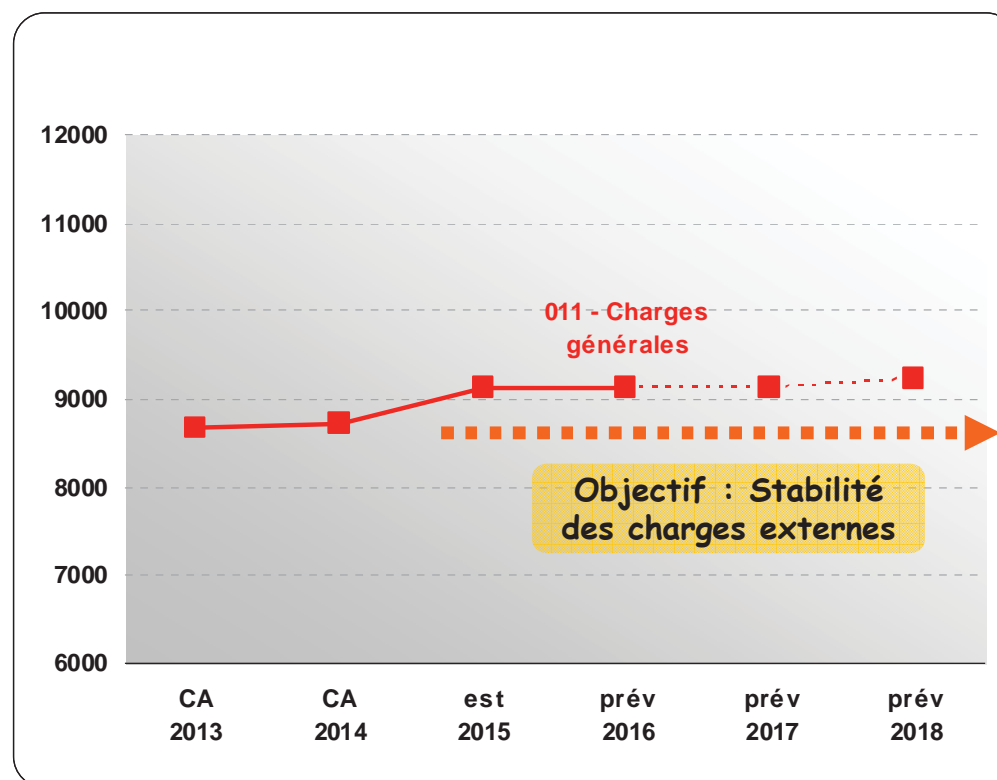
	31/12/ 2013	31/12/ 2014	31/12/ 2015
Nombre d'agents total	247	246	242
Cycle 1 - agents effectuant 39h hebdomadaires	20	21	18
Cycle 2 - agents effectuant 36h30 hebdomadaires	96	96	97
Cycle 3 - agents annualisés	131	129	127

	2013	2014	estimé 2015
Total accessoires (charges générales)	114 652 €	100 178 €	133 544 €
Frais de déplacement	10 336 €	9 315 €	8 942 €
Colis de Noël / COS Méditerranée	25 600 €	27 300 €	27 250 €
Jouets Noël / Arbustes médailles de travail	7 189 €	3 848 €	3 673 €
Repas du personnel	13 236 €	12 870 €	18 000 €
Formations	58 291 €	46 845 €	75 679 €

Evolution des achats et charges externes

La maîtrise budgétaire des dépenses de fonctionnement repose tout particulièrement sur ce poste, comprenant :

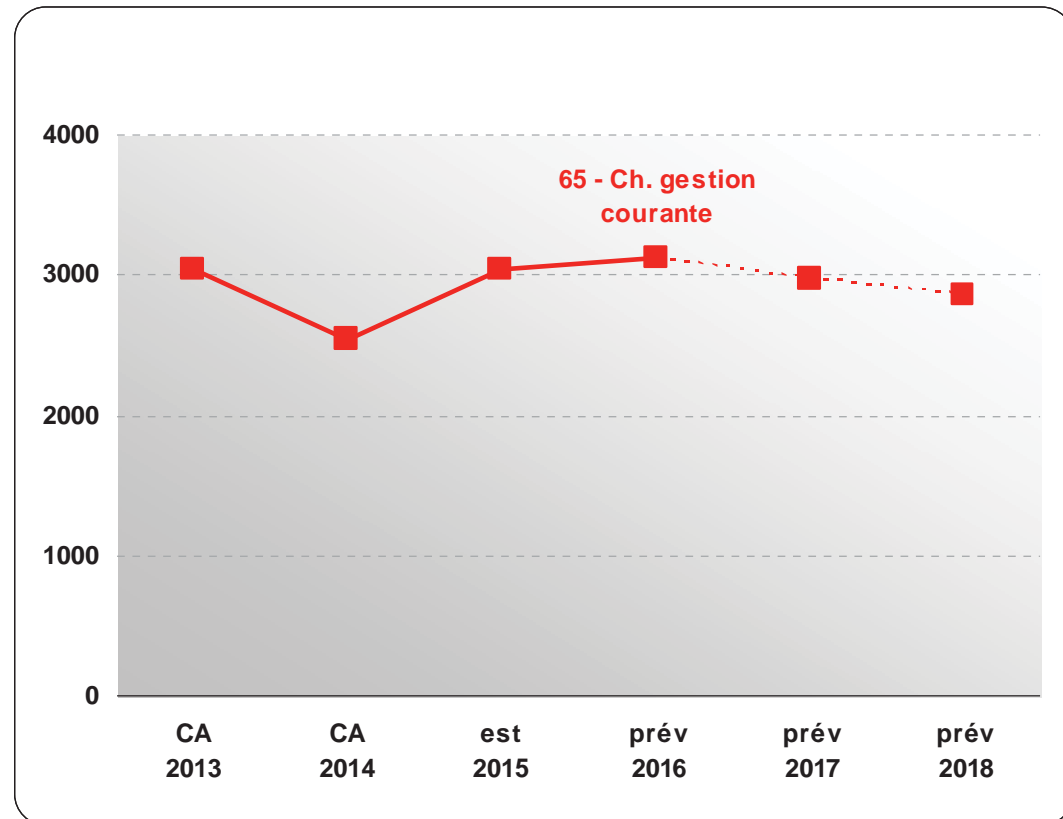
- les dépenses de spectacles (Théâtre Galli) stables de 1 M€ / an
- les dépenses de fonctionnement, entretien, réparations, fluides, fournitures, animations, etc... dont actualisation des marchés et dépenses ponctuelles (ex : DPM)
- les contrats et participations communales aux tarifs de la Restauration Scolaire et des activités Péri et Extrascolaires



Les charges de gestion courante

Ce poste de dépenses est composé :

- de la subvention d'équilibre au CCAS et à l'Office de Tourisme (1 M€)
- des dépenses obligatoires, telles que la subvention au SDIS (prévue en baisse sur 3 ans) ou aux SI, pour un total d'env 1,2 M€
- de dépenses choisies, telles les subventions aux associations, maintenues au global à 0,6 M€ compte tenu de l'arrivée à échéance de la subvention Actavista et des demandes formulées pour 2016

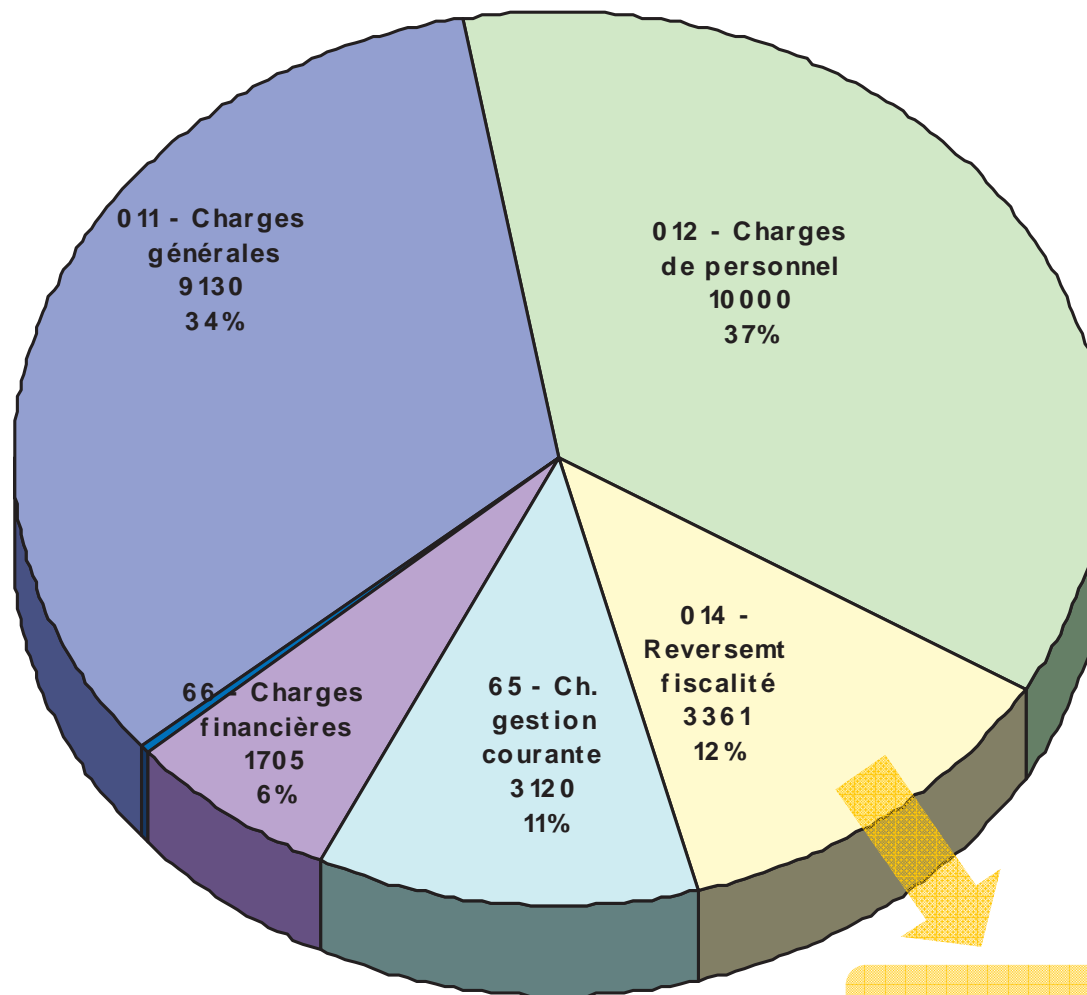


Dépenses de fonctionnement

M€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
011 - CH GENERALES	8,7	8,7	9,1	9,1			
012 - CH PERSONNEL	8,9	9,3	9,6	10,0			
014 - REVERS. FISC.	3,1	3,2	3,3	3,4			
65 - CH COURANTES	3,0	2,5	3,0	3,1			
66 - CH FINANCIERES	2,2	2,0	1,8	1,7			
67 - EXCEPTIONNELS	0,1	0,1	0,1	0,1			
TOTAL DRF (hors 68)	26,0	25,9	26,9	27,4	27,5	27,7	28,0

Hausse d'environ 0,5 M€
de charges annuelles en 2016

Dépenses de fonctionnement

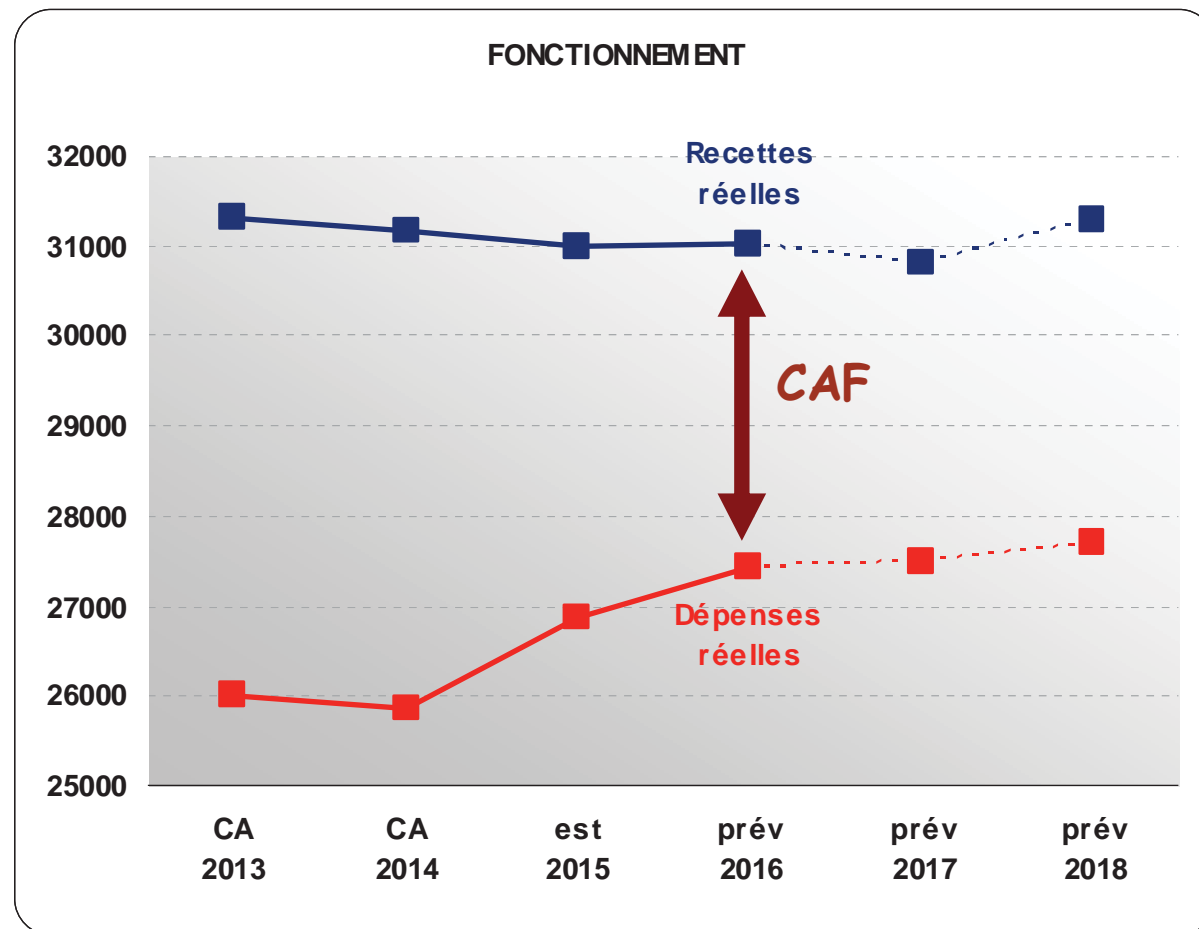


3,4 M€ repris par l'Etat

Vue d'ensemble fonctionnement

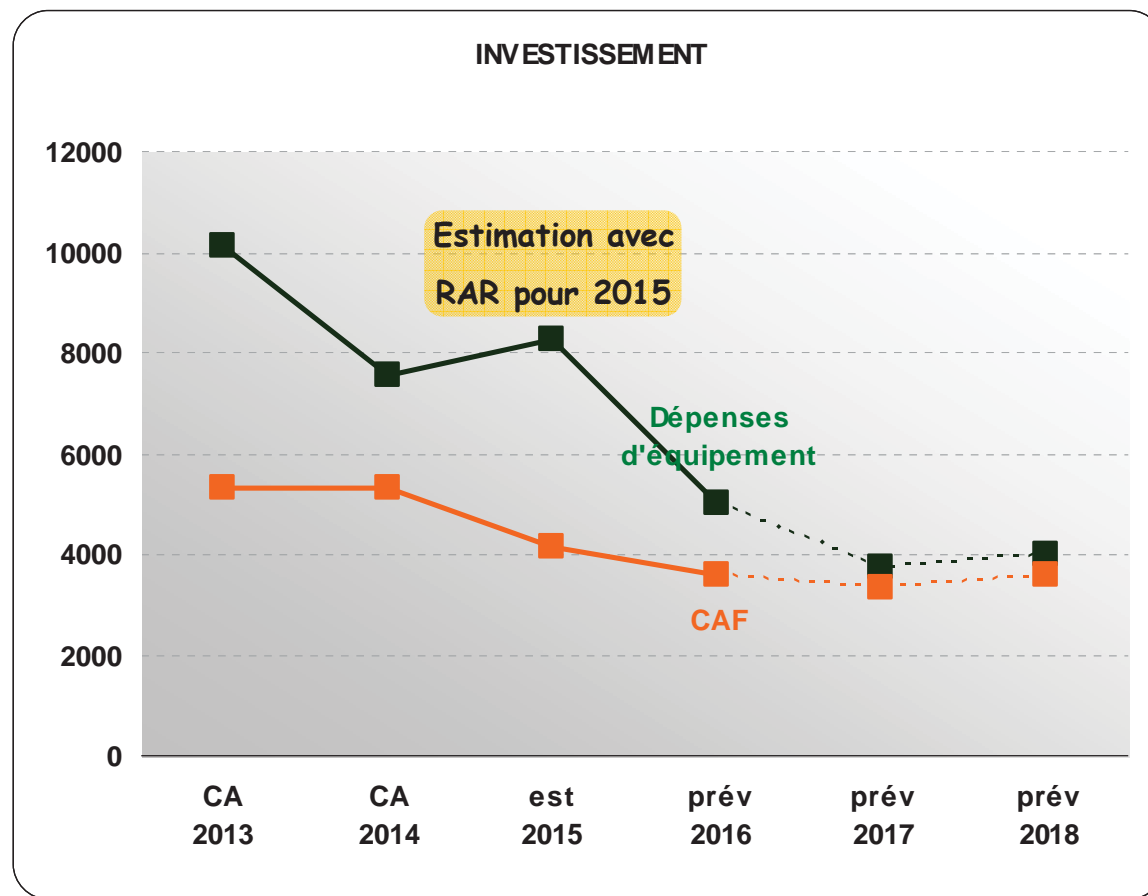
Hypothèse de prudence (scénario pessimiste)

Resserrement de la CAF maîtrisé en 2015, puis stabilité



Evolution des dépenses d'équipement

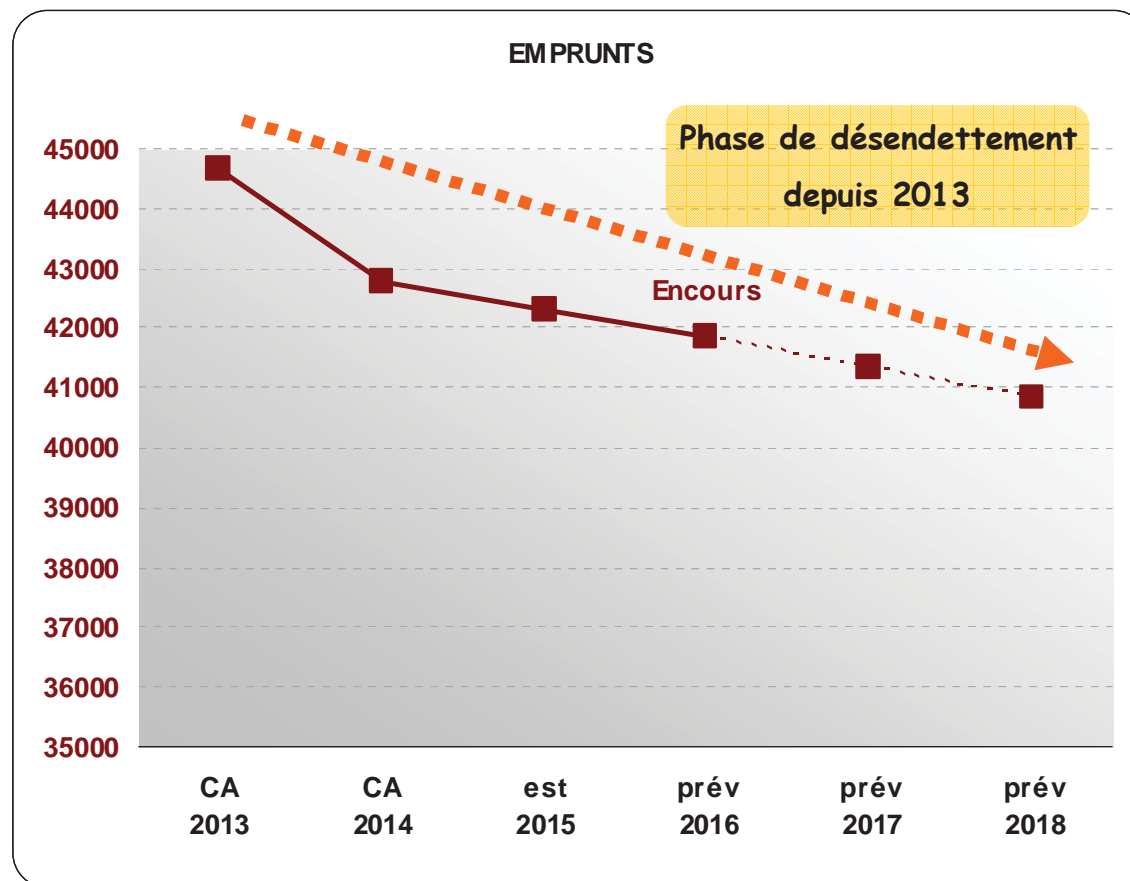
Programme d'investissement d'env 4 M€ nets / an à partir de 2016 hors RAR, voisin de la CAF générée en fonctionnement



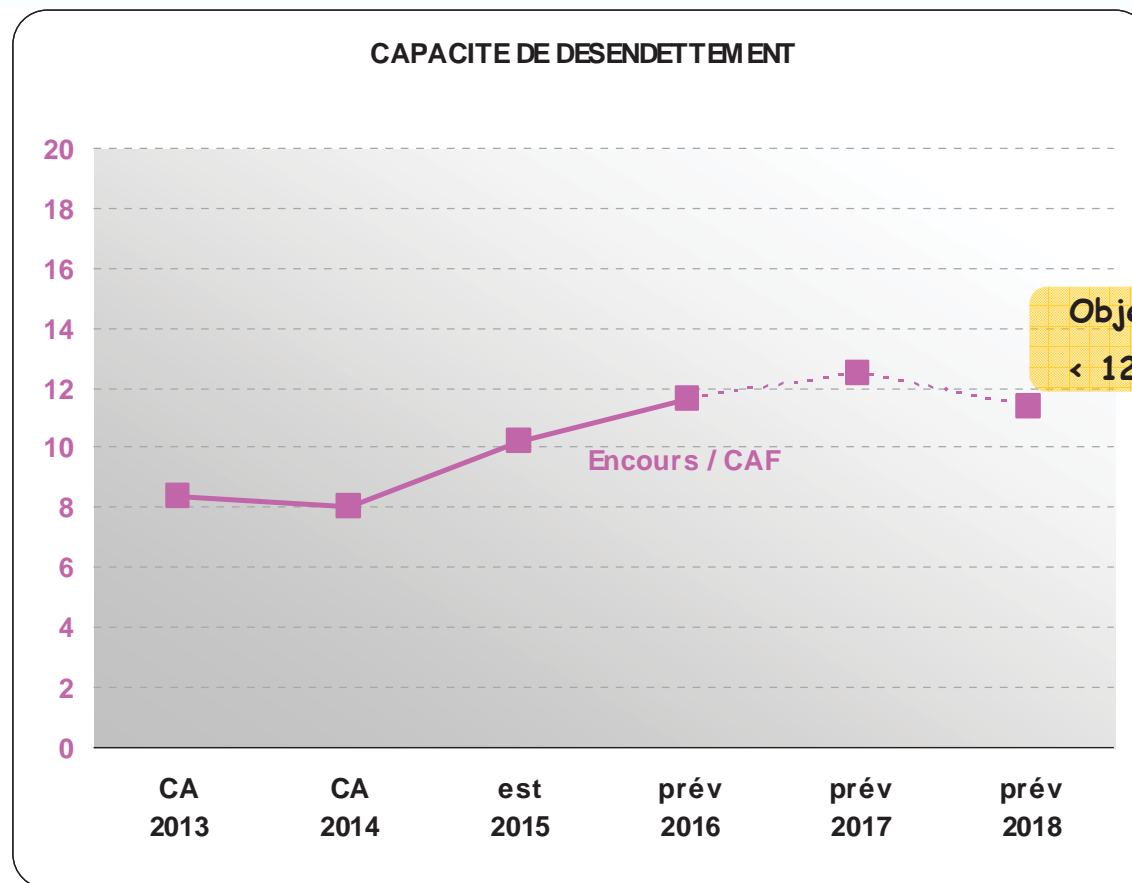
Principales dépenses d'équipement 2016

K€	Dépenses	Recettes associées
Suite des opérations 2015 (pénalités SRU)	1114	571 (Loyers capitalisés)
Caution bancaire réserves îlot Picotières	200	200
Nouvelles dépenses d'équipement	3723	0
Bâtiments notamment Office de Tourisme 120 K€, Conservatoire de l'Olivier 150 K€, Bureaux îlot Picotières 300 K€	826	
Travaux de voirie notamment Ch. Marine 250 K€	697	
Urbanisme / projets structurants notamment 1 ^{er} versement Amiel 500 K€, Complément Villa du Port 30 K€, Acquisitions 100 K€, Fort du Gros Cerveau 70 K€	750	
Autres notamment Plages 226 K€, Dématérialisation/Informatique 360 K€, Espaces Verts 194 K€, Véhicules 221 K€, Cimetières 150 K€, Eclairage 110 K€, Vidéoprotection 50 K€	1450	
Total	5037	771

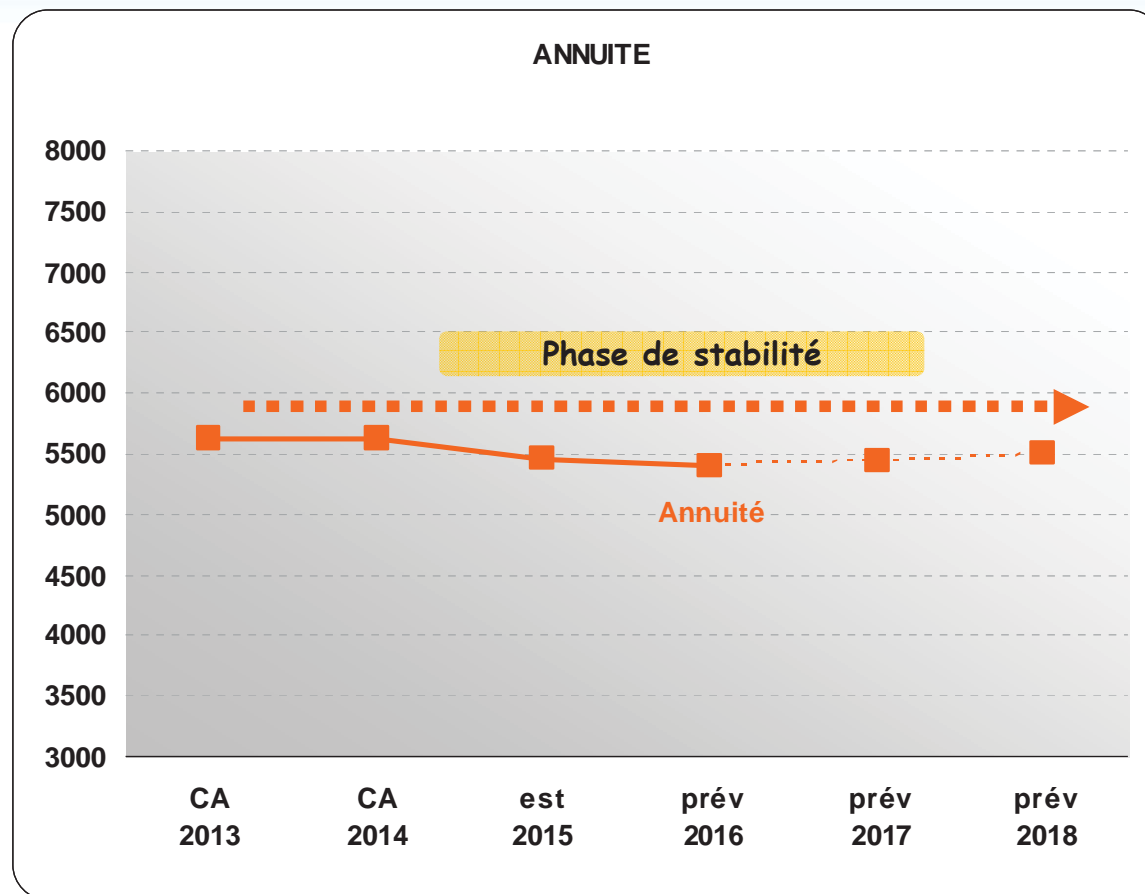
Evolution de l'encours des emprunts



Evolution de la capacité de désendettement



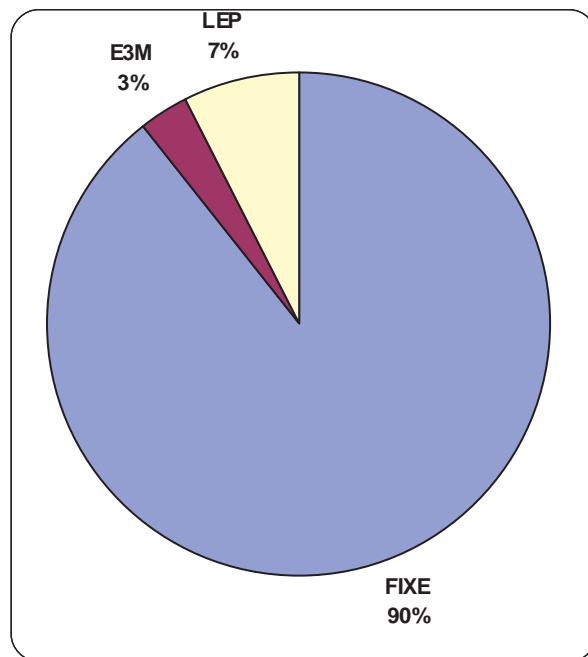
La douceur de vivre
SANARY



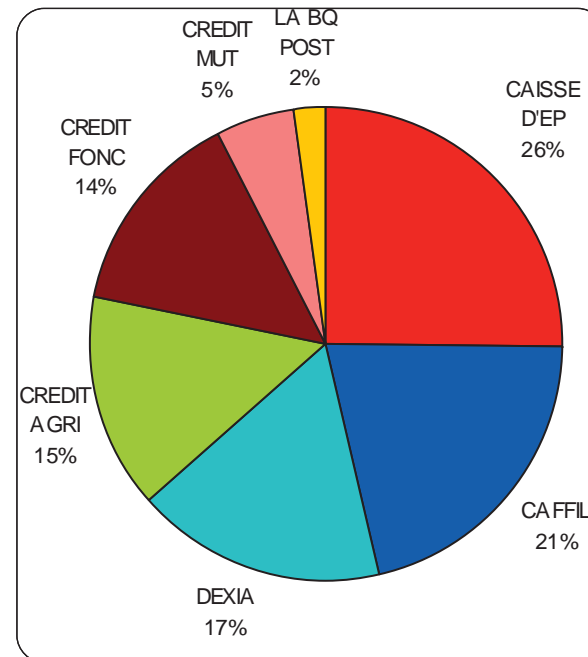
Structure des emprunts au 31/12/2015

42,4 M€

Répartition par index :



Répartition par prêteur :



Typologie de risque : 100 % en A (Charte Gissler)

Pas d'emprunts toxiques

Durée moyenne des emprunts : 7,5 ans

La douceur de vivre
SANARY

BUDGET ANNEXE

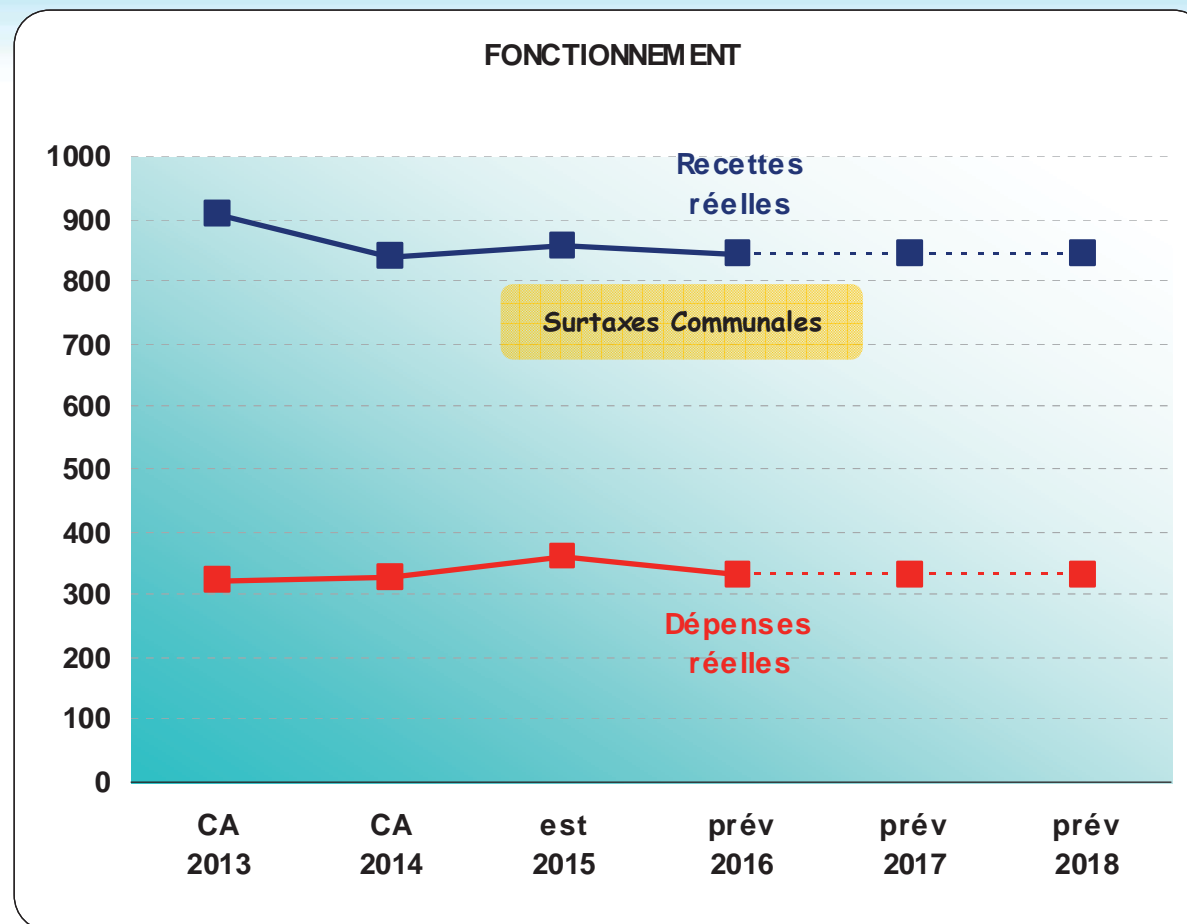
EAU



SANARY
SUR MER

DOB 2016

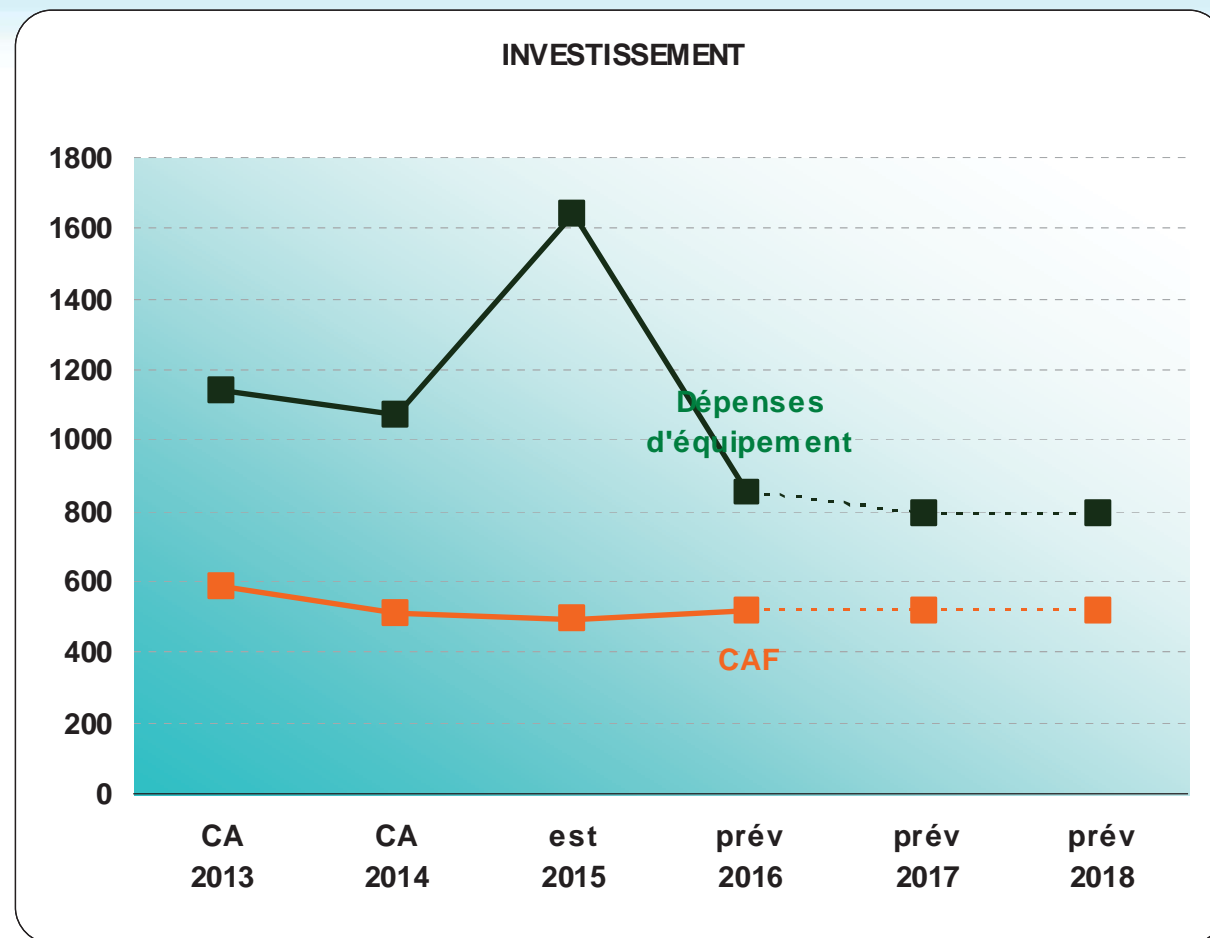
B.A. EAU - Fonctionnement



Prospective prudente

Loi NOTRe : Transfert des compétences Eau & Assainissement aux EPCI

B.A. EAU - Investissements

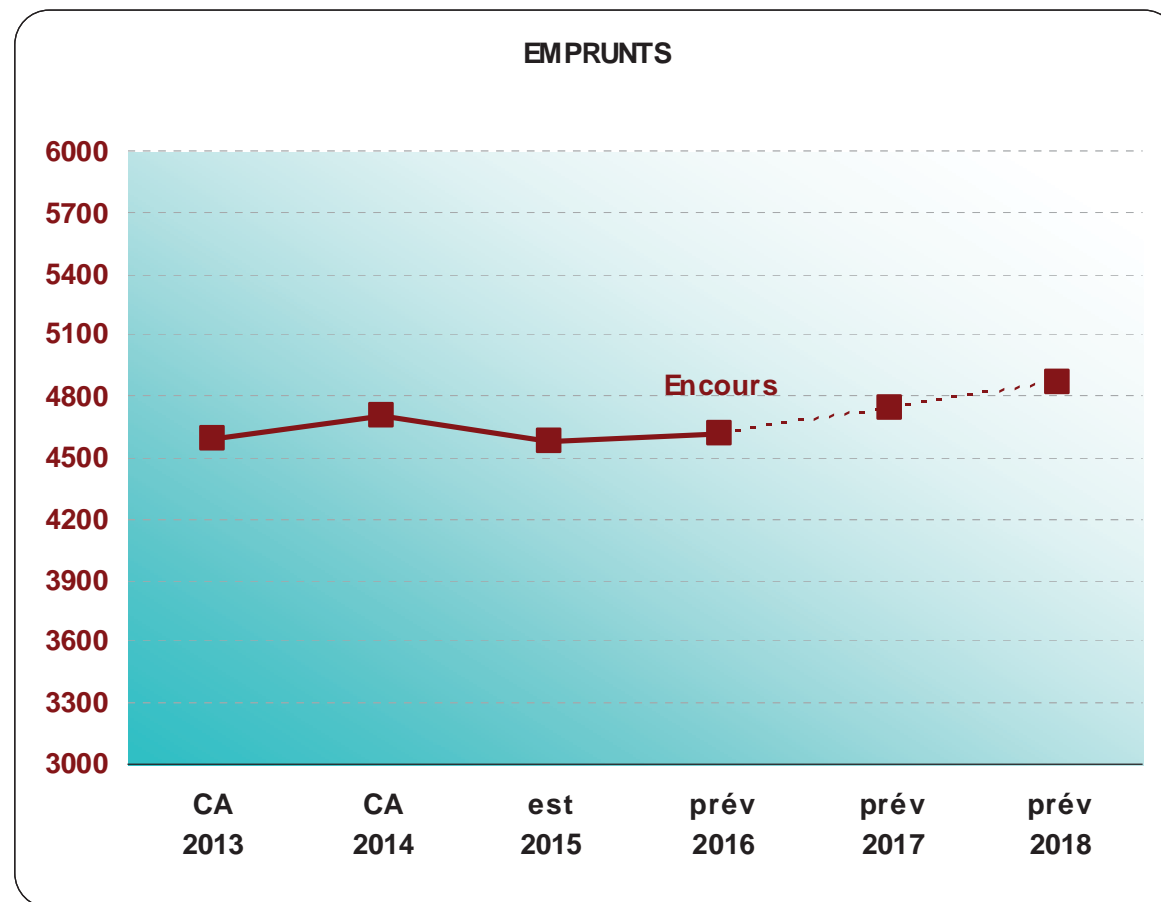


Poursuite des travaux inscrits au Schéma Directeur d'Alimentation
en Eau Potable (SDAEP) approuvé au CM du 16/12/2009 :

Suite Gallieni, Genêts d'Or, Frédéric Mistral, Branchements plomb

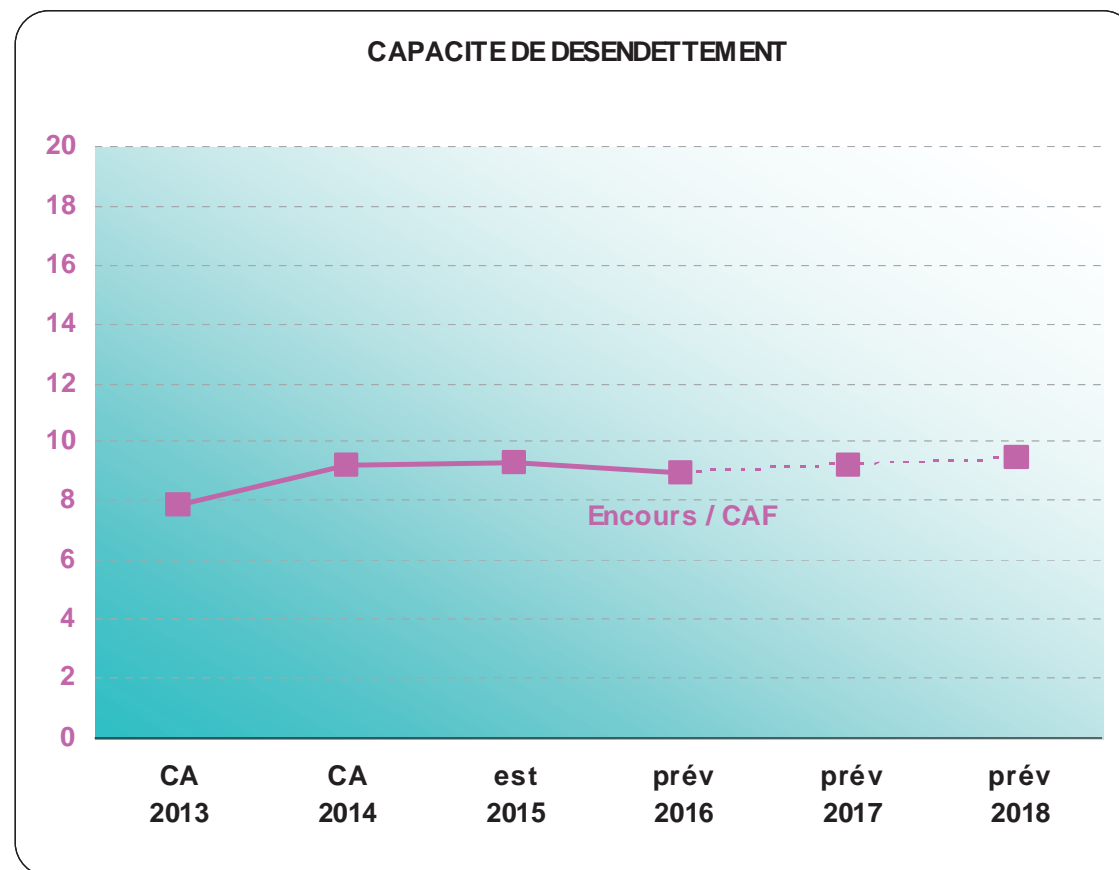
DOB 2016

B.A. EAU - Emprunts

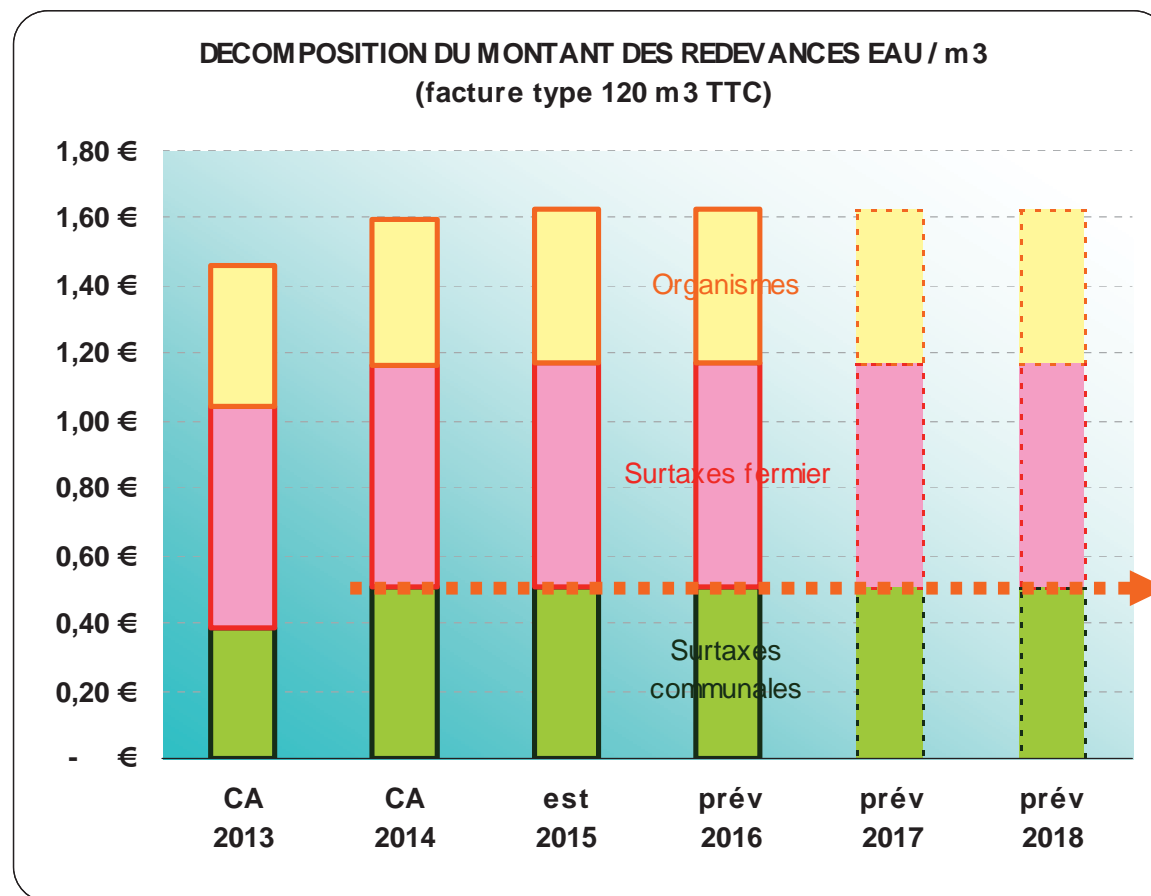


La douceur de vivre
SANARY

Evolution de la capacité de désendettement



Prix de l'eau (facture 120 m³)



La douceur de vivre
SANARY

BUDGET ANNEXE

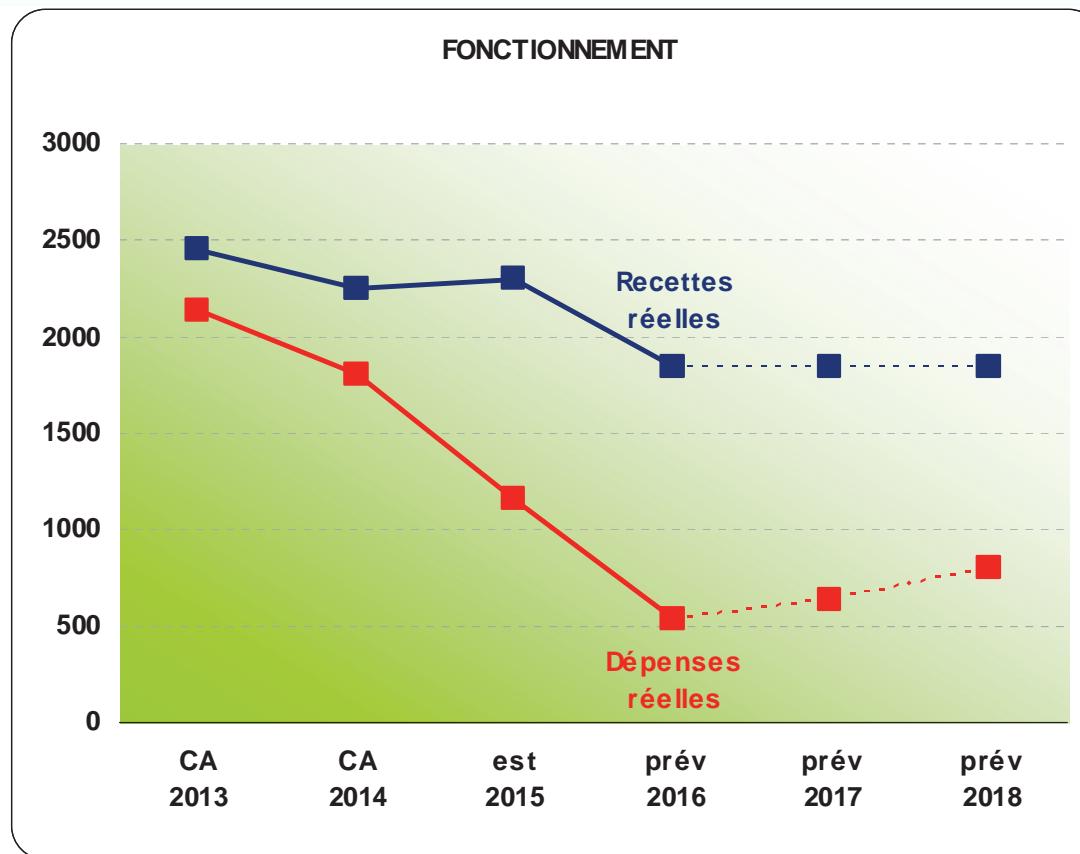
ASSAINISSEMENT



SANARY
SUR MER

DOB 2016

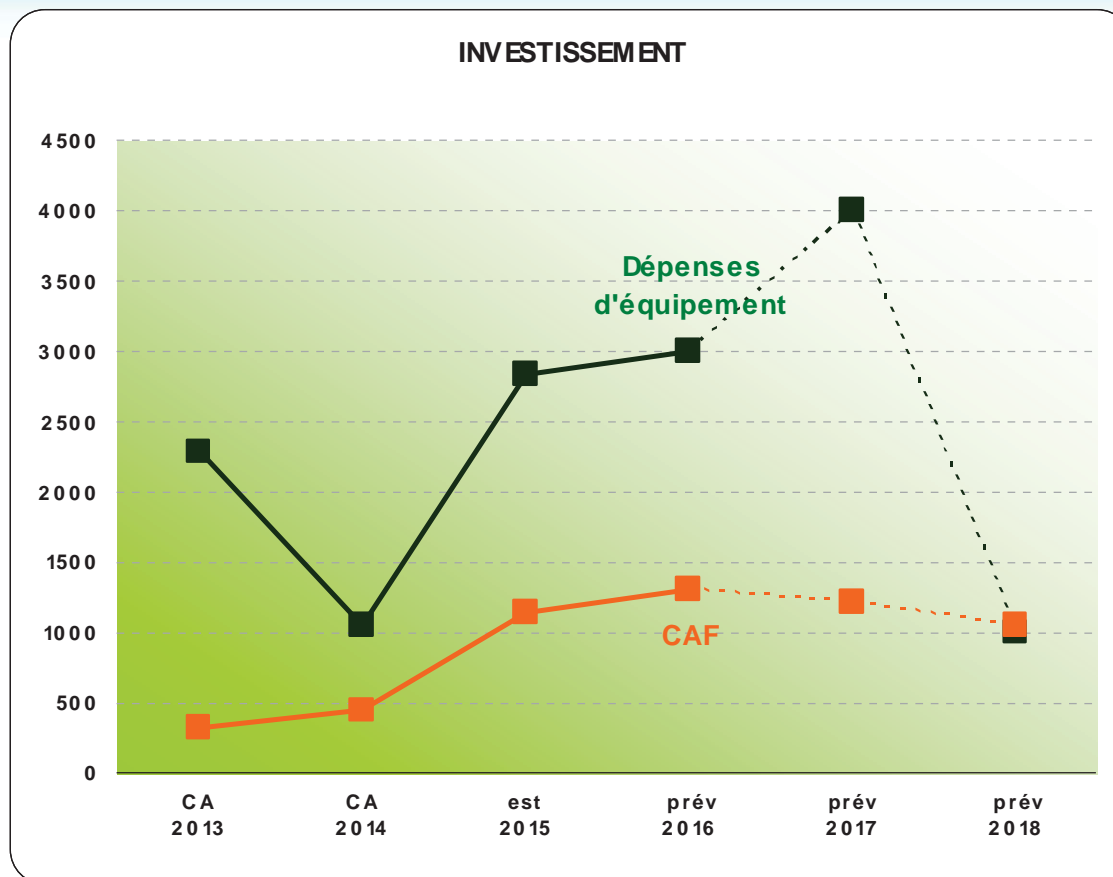
B.A. ASSAINISSEMENT - Fonctionnement



Prospective prudente

Loi NOTRe : Transfert des compétences Eau & Assainissement aux EPCI

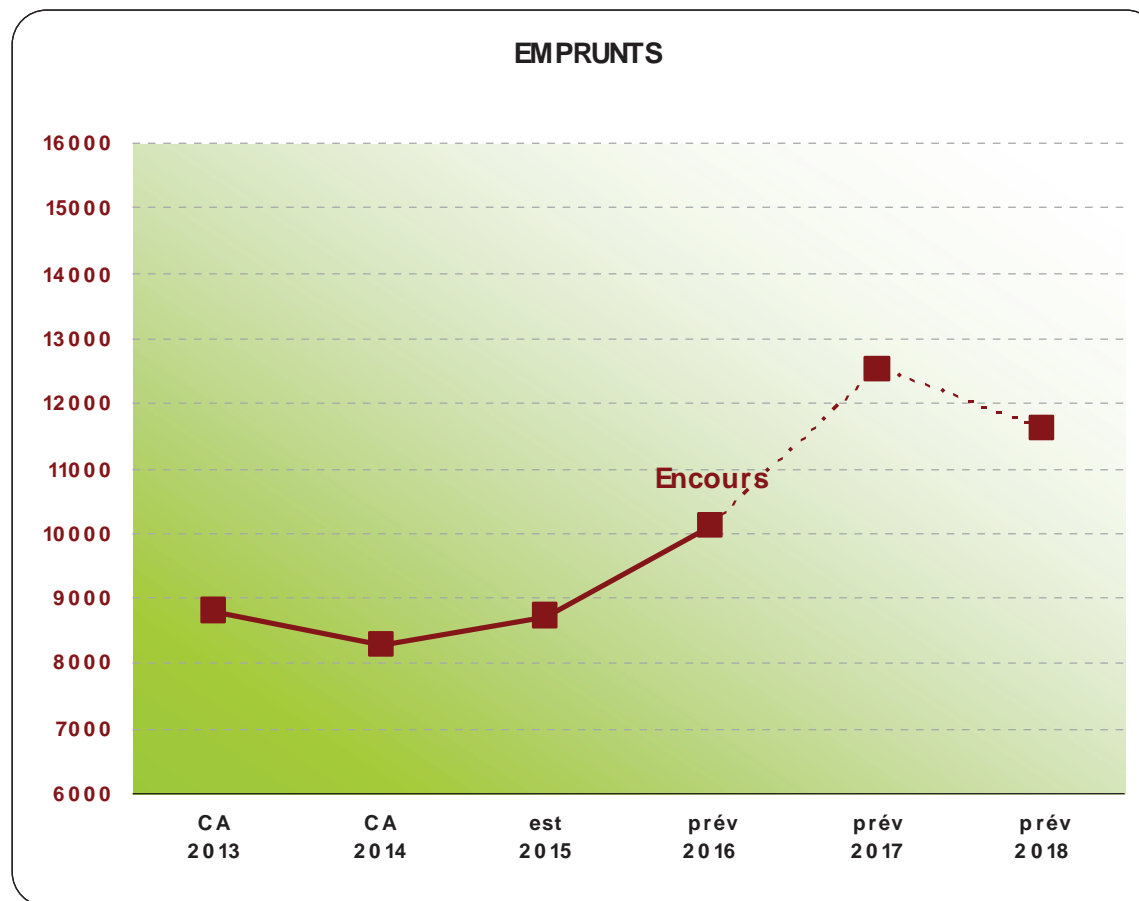
B.A. ASSAINISSEMENT - Investissements



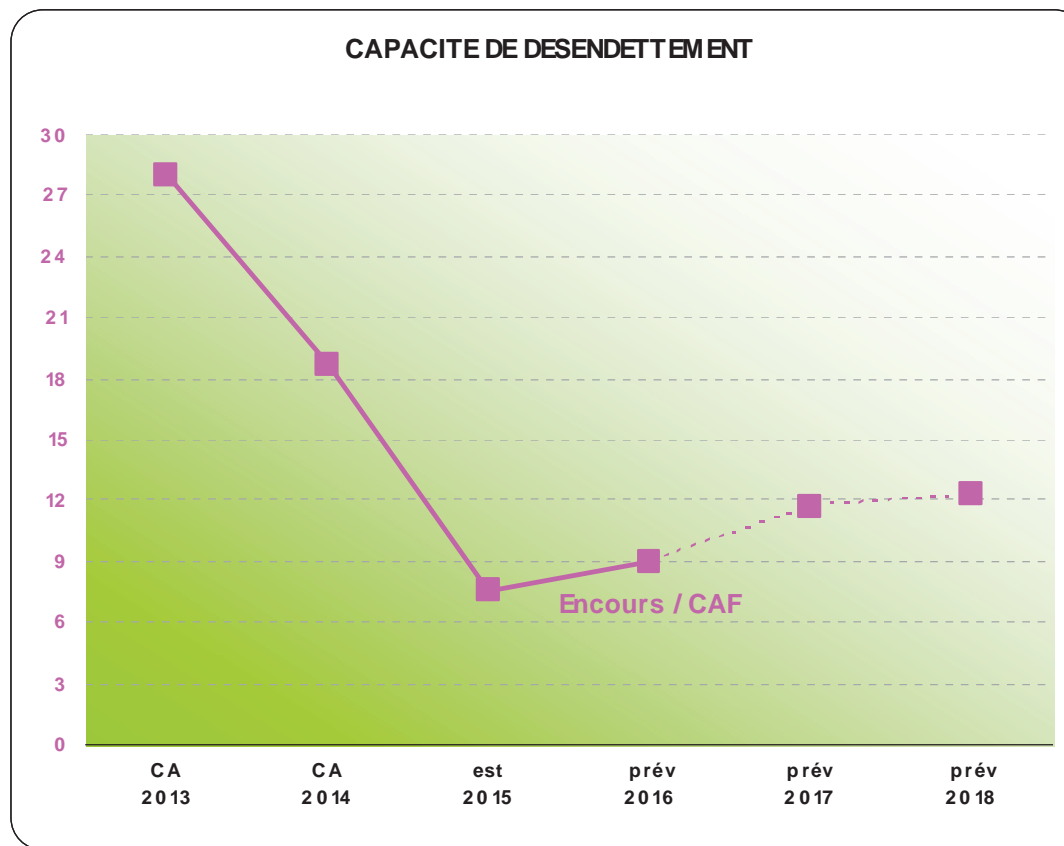
Poursuite des travaux inscrits au Schéma Directeur Assainissement
(SDA) approuvé au CM du 16/12/2009 :
Suite Gallieni, Frédéric Mistral, Ste-Trinide

La douceur de vivre
SANARY

B.A. ASSAINISSEMENT - Emprunts

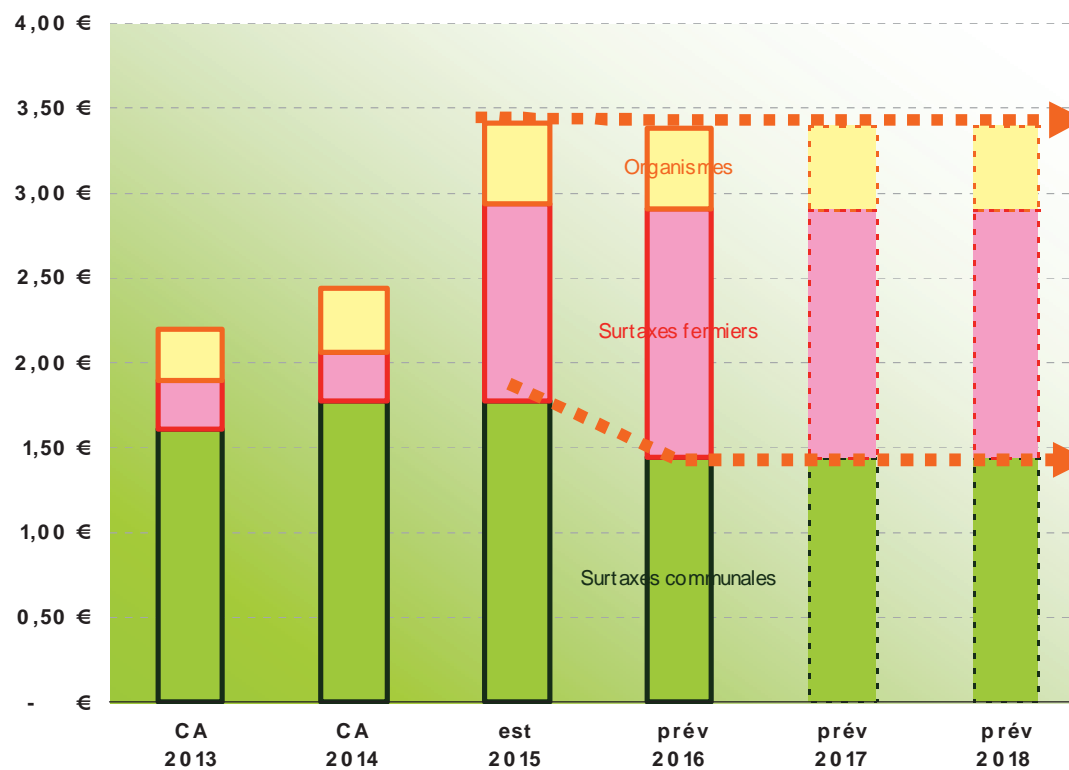


Evolution de la capacité de désendettement



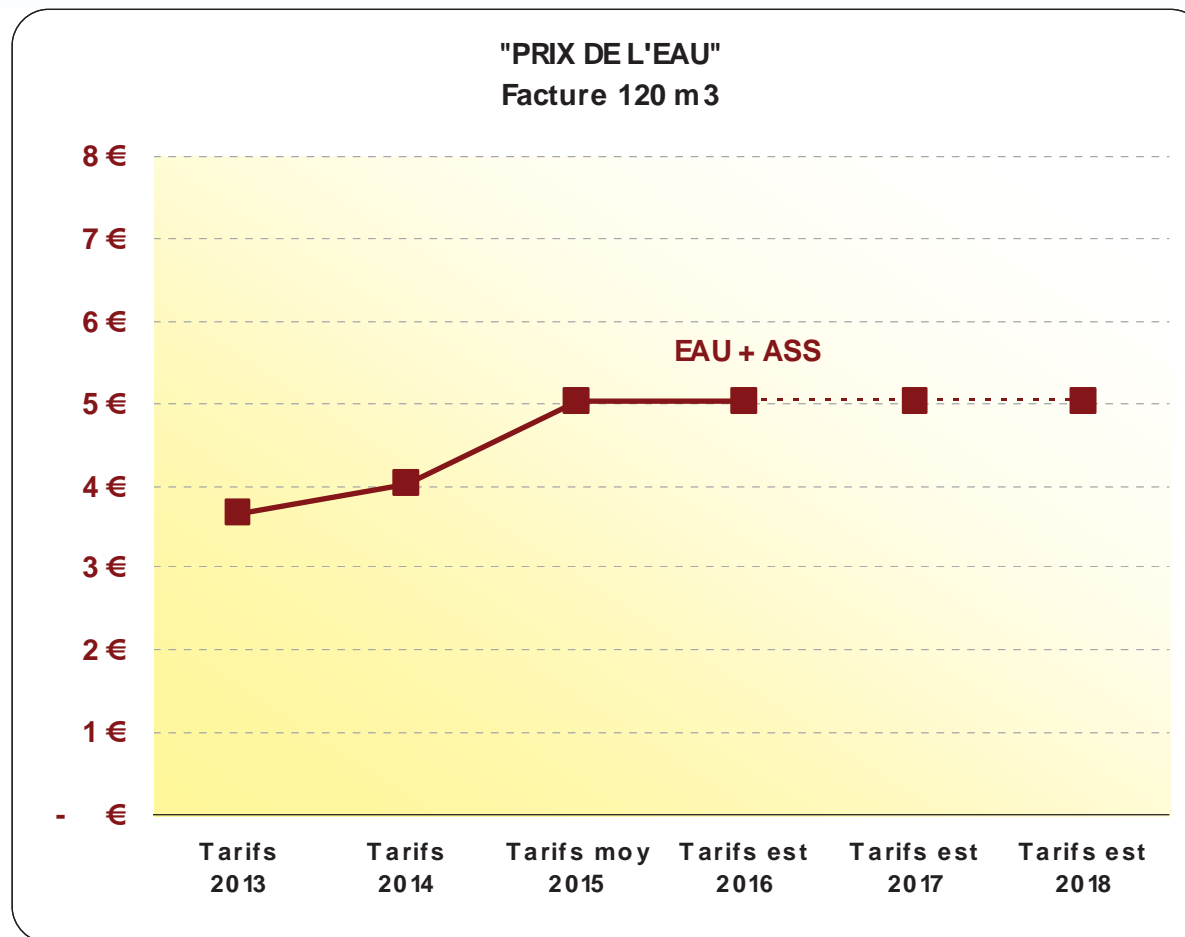
Prix de l'assainissement collectif (facture 120 m³)

DECOMPOSITION DU MONTANT DES REDEVANCES ASS / m³
(facture type 120 m³ TTC)



Phase
de
lissage
du fait
des
travaux

Prix total Facture 120 m3



La douceur de vivre
SANARY

BUDGET ANNEXE

PARCS ET STATIONNEMENTS



SANARY
SUR MER

DOB 2016

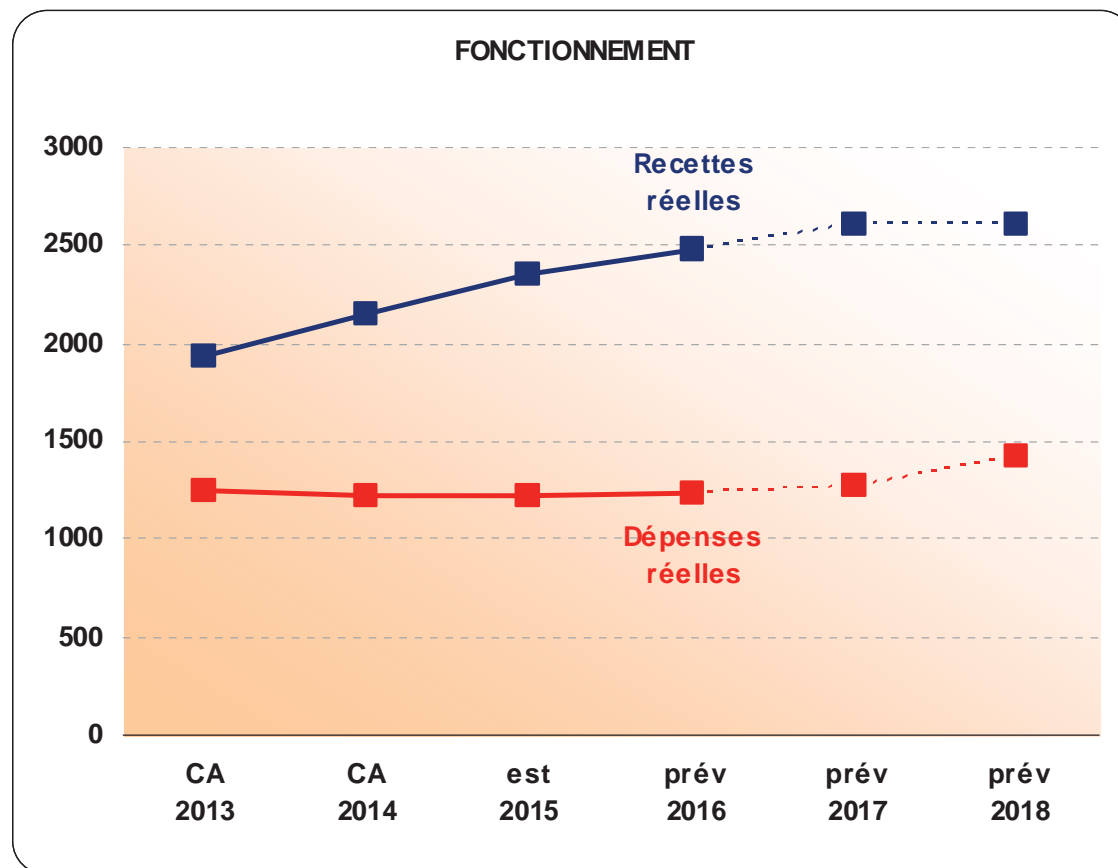
B.A. Parcs et Stationnements

Réforme à partir du 1^{er} juillet 2015 : Tarification au $\frac{1}{4}$ h.

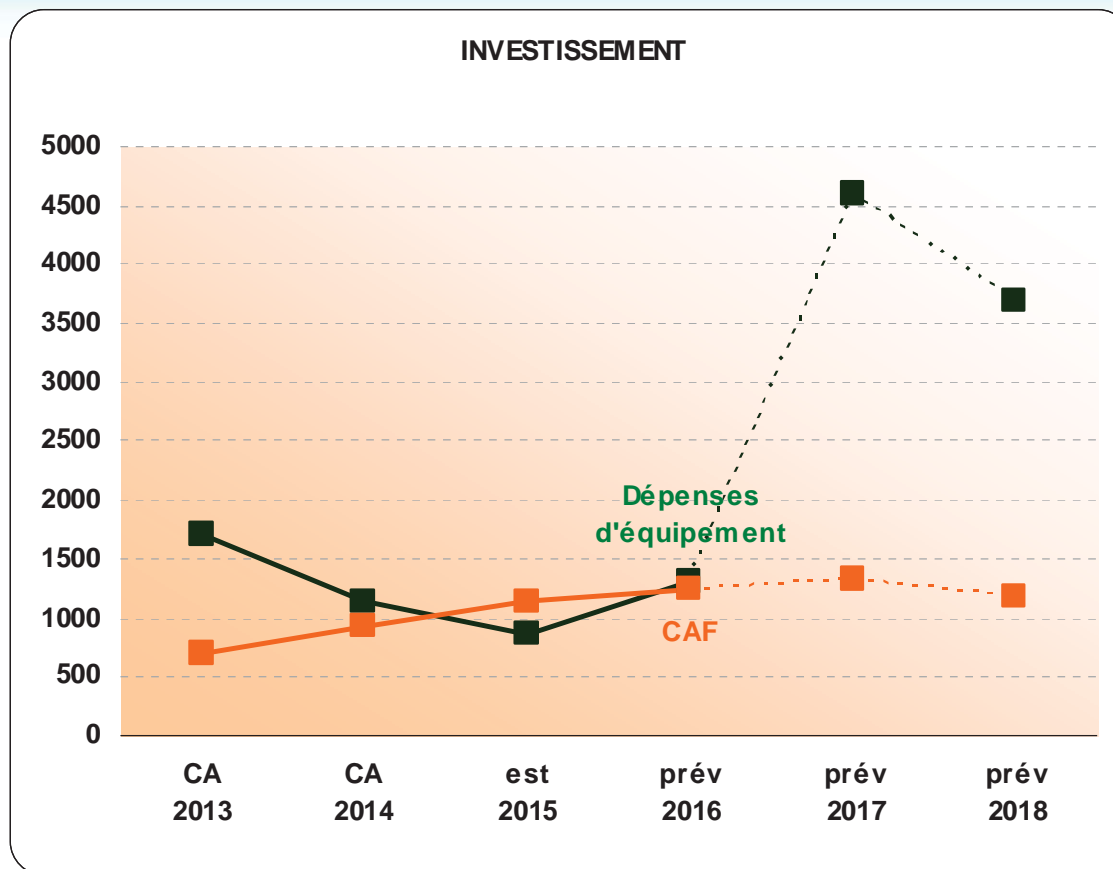
Comme indiqué à la mise en place et lors des derniers conseils municipaux, la grille tarifaire sera revue en 2016, après retour d'expérience sur les 6 derniers mois de 2015 et des pratiques autorisées.

Quelle qu'elle soit, cette grille devra couvrir le remboursement des dépenses réalisées pour le financement bancaire des nouveaux équipements, financement que la commune s'efforcera de réduire au maximum au moyen de montages spécifiques.

B.A. PARCS - Fonctionnement



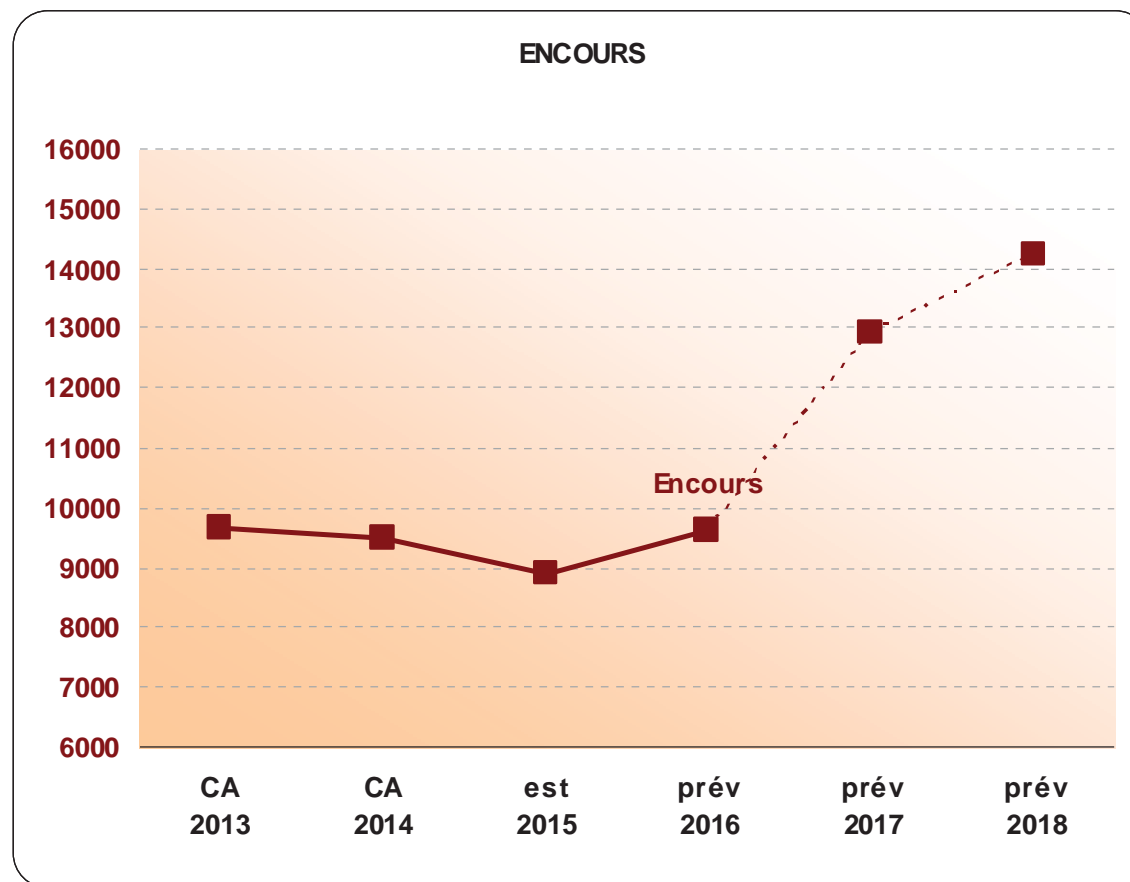
B.A. PARCS - Investissements



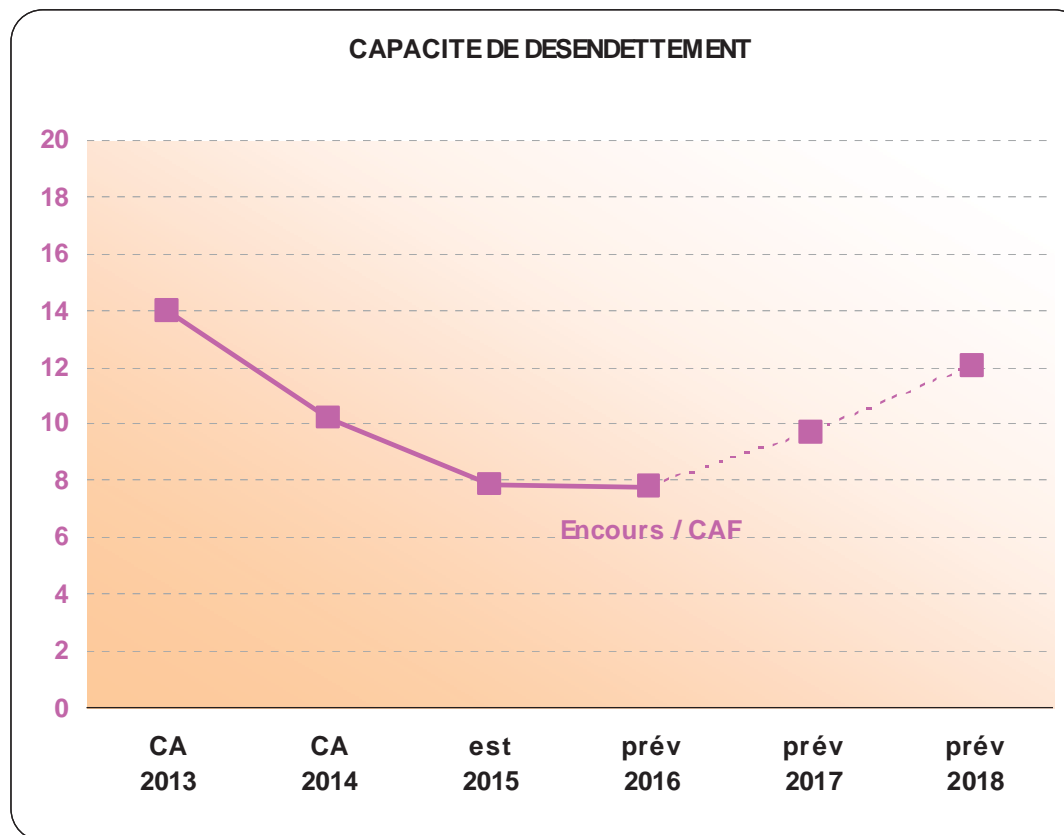
Nouveaux parcs de stationnement projetés (Portissol, Carbone, Agora),
calendrier des travaux et mises en service difficile à établir

La douceur de vivre
SANARY

B.A. PARCS - Emprunts



Evolution de la capacité de désendettement



La douceur de vivre
SANARY

BUDGET ANNEXE

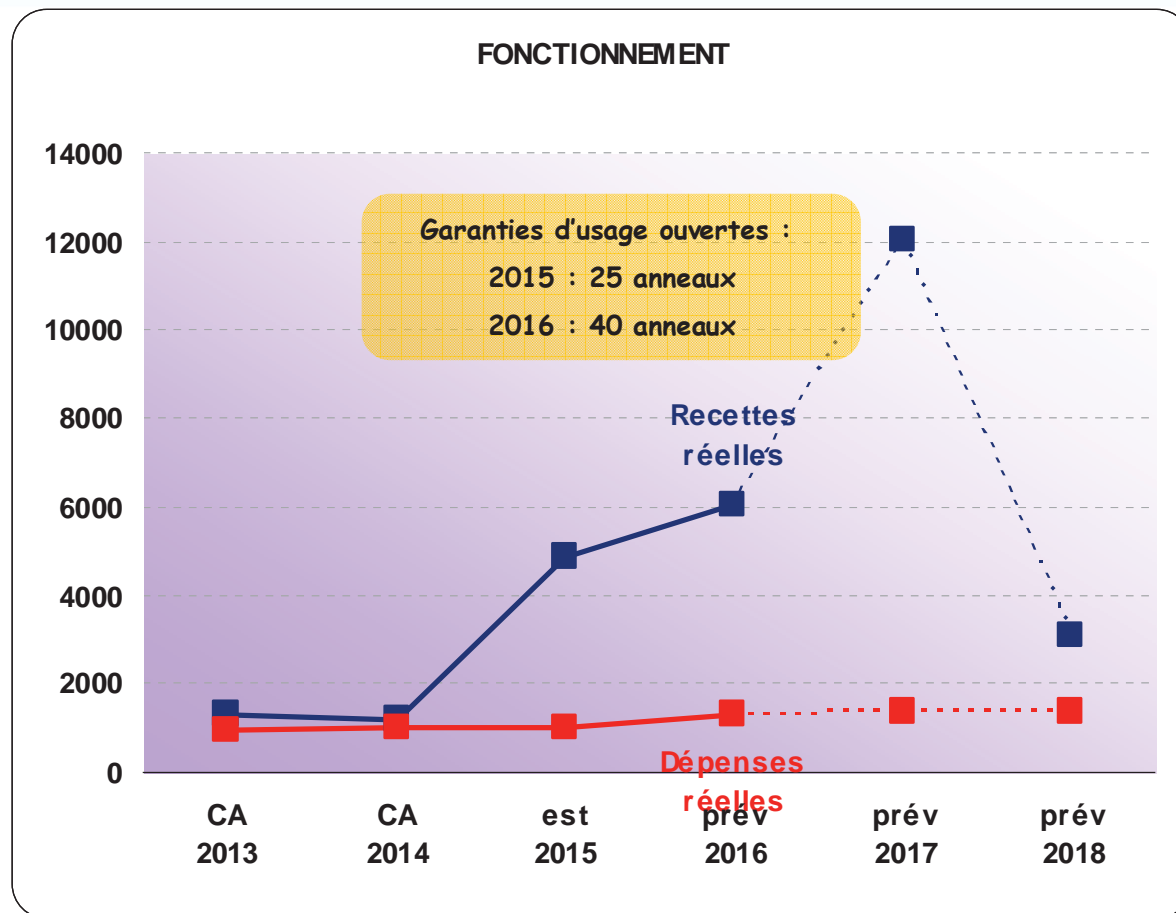
PORTS



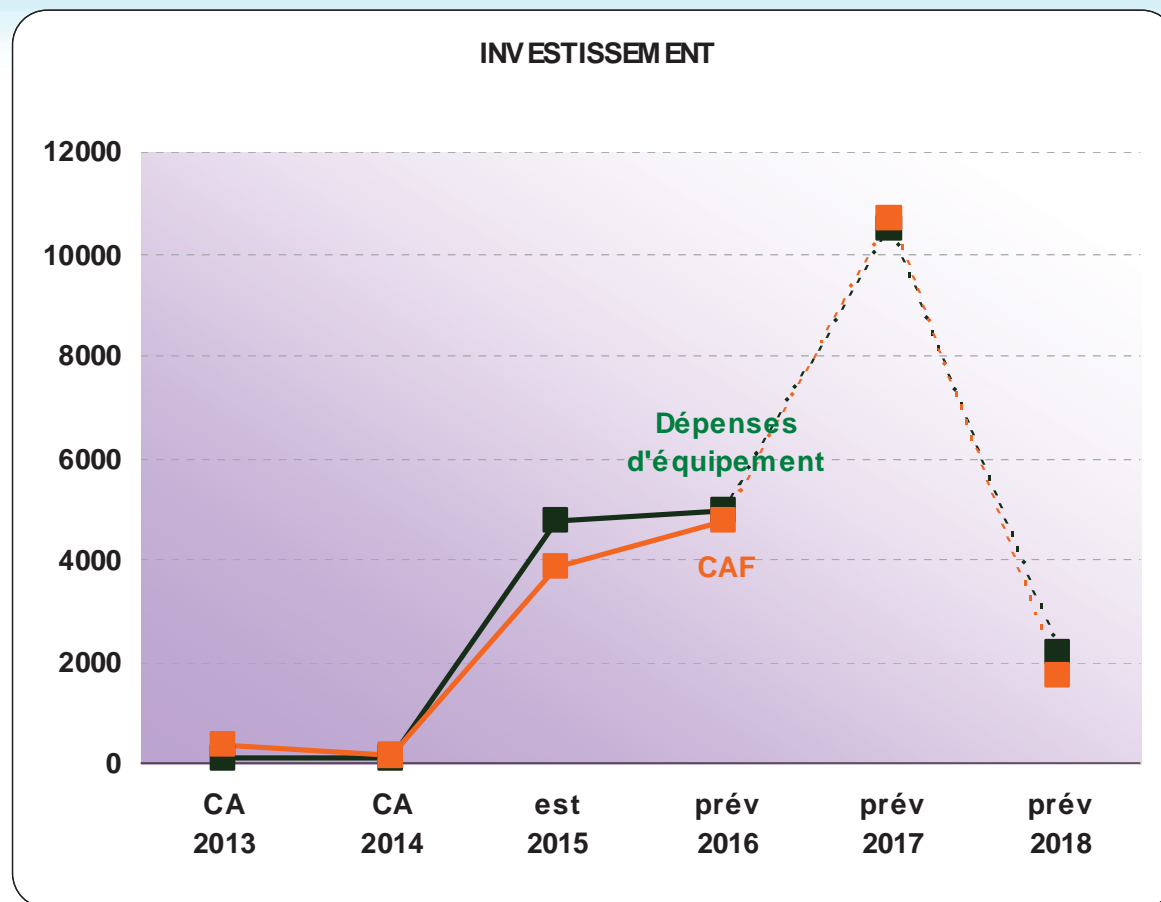
SANARY
SUR MER

DOB 2016

B.A. PORTS - Fonctionnement



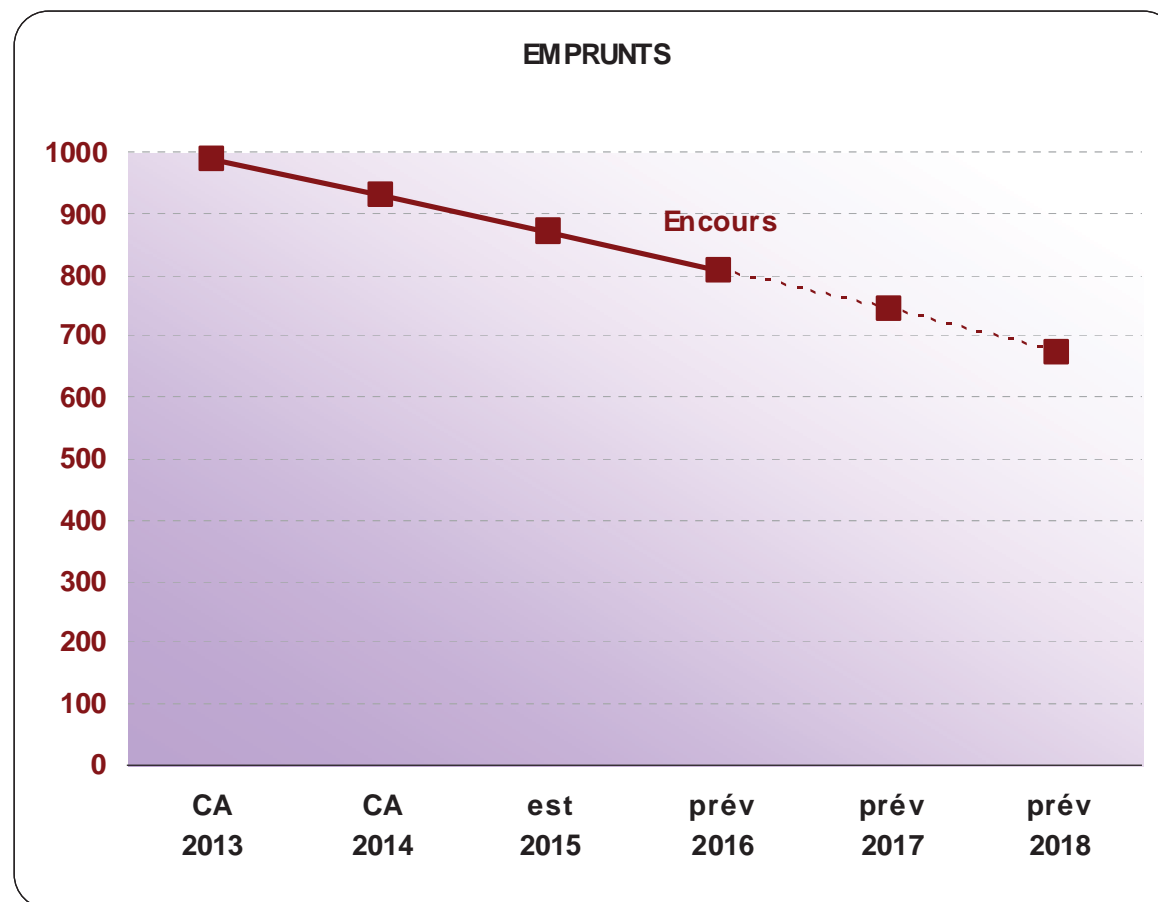
B.A. PORTS - Investissements



Poursuite du programme de travaux dans le cadre du financement par garanties d'usage :
Comptoir maritime, réhabilitation quais, débourbeurs, confortement, prud'homme...

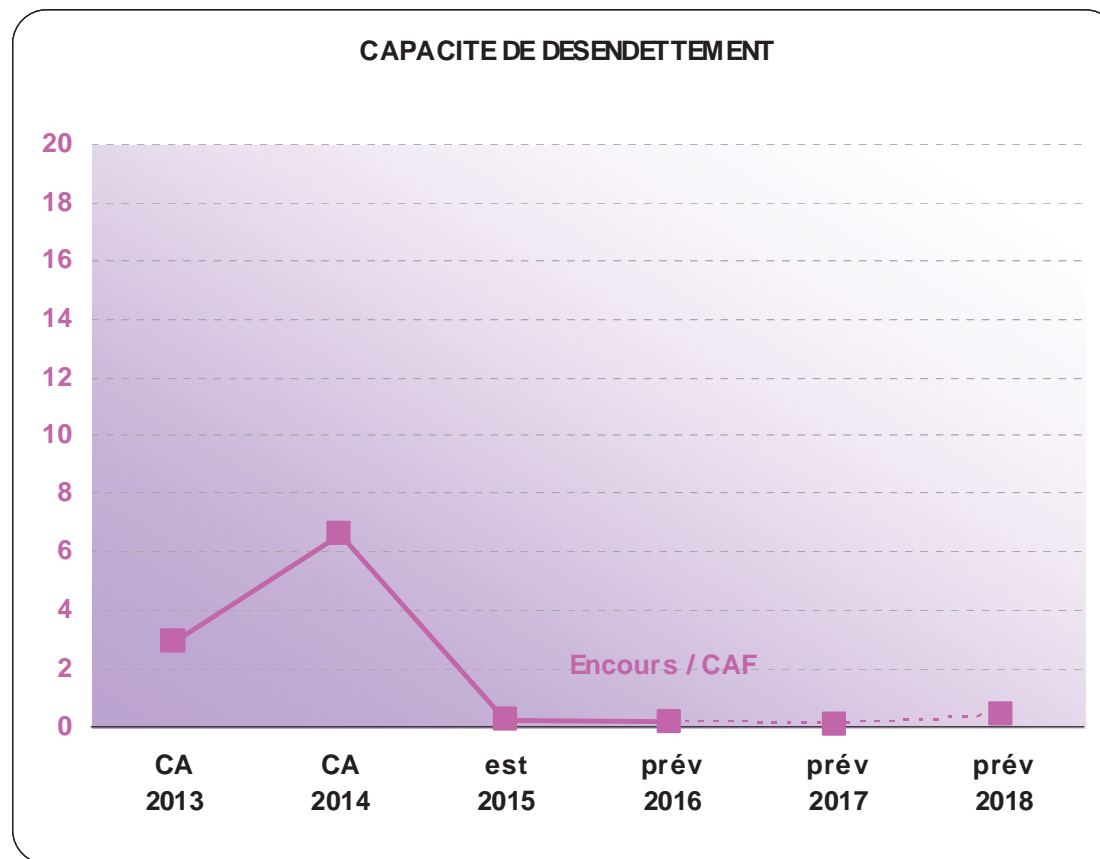
La douceur de vivre
SANARY

B.A. PORTS - Emprunts



La douceur de vivre
SANARY

Evolution de la capacité de désendettement



La douceur de vivre
SANARY

BUDGET ANNEXE

TOURISME



SANARY
SUR MER

DOB 2016

B.A. TOURISME

K€	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
70 - VENTE SERVICES	3	3	6	3	3	3	3
74 - DOTATIONS (Ville)	250	250	230	250	250	250	250
TOTAL RRF	253	253	236	253	253	253	253
011 - CH GENERALES	44	48	60	76	76	76	76
012 - CH PERSONNEL	210	163	175	177	177	177	177
TOTAL DRF	253	211	235	253	253	253	253

Budget essentiellement actif en fonctionnement, doté de faibles crédits.

Réforme de la Taxe de Séjour : l'impact sur les recettes communales (reversées à l'Office de Tourisme via la subvention communale) est positif : la Taxe de séjour aura autofinancé la subvention en 2015.

Poursuite du fonctionnement normal de ce budget annexe, aucun nouvel investissement important n'est prévu. Le Tourisme doit faire l'objet à terme d'un transfert de compétence vers la CASSB (loi NOTRe).

La douceur de vivre
SANARY

CONSOLIDATION



SANARY
SUR MER

DOB 2016

CONSOLIDATION

